



Rapport de recherche de l'ODSEF

État et dynamique des langues nationales et de la langue française au Bénin

Par

Mouftaou AMADOU SANNI

et

Candide Mahouton ATODJINOU

Rapport de recherche de l'ODSEF

ÉTAT ET DYNAMIQUE DES LANGUES NATIONALES ET DE LA LANGUE FRANÇAISE AU BÉNIN

Mouftaou AMADOU SANNI

Candide Mahouton ATODJINO

Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF)

Québec, mai 2012

Pour citer ce document

AMADOU SANNI, Mouftaou et Mahouton Candide ATODJINOUE. (2012). *État et dynamique des langues nationales et de la langue française au Bénin*. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, 54 p. (Collection Rapport de recherche de l'ODSEF)

À propos des auteurs

Mouftaou AMADOU SANNI est démographe et maître-assistant au CEFORP/UAC à Cotonou (Bénin).

Candide Mahouton ATODJINOUE est démographe à Cotonou (Bénin).

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	3
SIGLES ET ACRONYMES.....	5
LISTES DES TABLEAUX	6
LISTE DES FIGURES	7
RÉSUMÉ : LES LANGUES AU BÉNIN EN QUELQUES CHIFFRES	8
TABLEAU R-1 Langues nationales au Bénin, effectifs et pourcentages, 2002.....	8
TABLEAU R-2 Langues nationales par département (locuteurs potentiels), Bénin, 2002.....	8
TABLEAU R-3 Catégories de francophones au Bénin par département, 1992 et 2002.	9
TABLEAU R-4 Catégories de francophones au Bénin selon l'âge, 1992 et 2002.....	9
CHAPITRE 1 : CONTEXTE D'ETUDE	10
CHAPITRE 2 : DONNÉES ET MÉTHODES	15
Données utilisées	15
L'alphabétisation en langue nationale ou étrangère	16
TABLEAU 2-1 Catégories de la variable « alphabétisation » et population visée, Bénin, recensements de 1992 et 2002.....	16
Scolarisation : fréquentation scolaire et dernière classe suivie.....	17
TABLEAU 2-2 Catégories des variables « fréquentation scolaire » et « dernière classe suivie », Bénin, recensements de 1992 et 2002.....	17
Autres variables : âge, sexe, milieu de résidence, région de résidence et ethnie	18
TABLEAU 2-3 Questions relatives aux autres variables de contrôle dans les deux derniers recensements de 1992 et de 2002	18
Couverture des variables et qualité des données	18
TABLEAU 2-4 Taux de réponse aux variables de l'étude	19
Type d'analyse et indicateurs	19
CHAPITRE 3 : ÉTAT ET DYNAMIQUE DES LANGUES NATIONALES AU BÉNIN	20
Diversité des groupes ethnolinguistiques et importance démographique en 2002	20
Structure démographique des langues nationales	21
TABLEAU 3-1 Langues parlées par groupe sociolinguistique, effectifs et pourcentage	21
FIGURE 3-1 Importance démographique relative des groupes sociolinguistiques, Bénin, 2002	22
Répartition spatiale des langues nationales	24
TABLEAU 3-2 Répartition des groupes sociolinguistiques par département, Bénin, 2002.....	24
État et dynamique de l'alphabétisation dans les langues nationales	26
Niveau de l'alphabétisation en langue nationale et dynamique intercensitaire	26
FIGURE 3-2 Taux d'alphabétisation en langue nationale selon le sexe, Bénin, 1992 et 2002.....	28
FIGURE 3-3 Taux d'alphabétisation en langue nationale selon l'âge, Bénin, 1992 et 2002.....	29
Variations spatiales de l'alphabétisation en langue nationale.....	30
TABLEAU 3-3 Alphabétisation dans les langues nationales, par lieu de résidence, Bénin, 1992 et 2002.....	30
Conclusion partielle	31

CHAPITRE 4 : STATUT ET DYNAMIQUE DE LA LANGUE FRANÇAISE	33
La place de la langue française au Bénin	33
Dynamique de l'apprentissage du français	34
Scolarisation et apprentissage du français	35
Population scolarisable et population scolarisée : tendances récentes	36
TABLEAU 4-1 Évolution des taux nets de scolarisation, Bénin, 1992 à 2005	36
Des disparités de scolarisation selon les régions du pays	37
FIGURE 4-1 Taux net de scolarisation par département, Bénin, 2002	37
État des lieux et dynamique des francophones	38
Structure géospatiale des francophones	38
FIGURE 4-2 Pourcentage de francophones par région, Bénin, 1992 et 2002	39
FIGURE 4-3 Pourcentage de francophones selon leur degré de scolarisation, par département, Bénin, 1992 et 2002	40
Les francophones selon le sexe et le groupe d'âge	41
FIGURE 4-4 Taux de francophones par groupe d'âge, Bénin, 1992 et 2002	41
FIGURE 4-5 Pourcentage de francophones selon le sexe et l'âge, Bénin, 1992 et 2002	42
CONCLUSION GÉNÉRALE ET PERSPECTIVES	43
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	46
ANNEXE	48
TABLEAU A1 Répartition géospatiale des langues nationales au Bénin en 2002	48
TABLEAU A2 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Fon et apparentés	50
TABLEAU A3. Répartition par sexe et langue nationale parlée des Adja et apparentés	50
TABLEAU A4 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Bariba et apparentés	50
TABLEAU A5 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Dendi	51
TABLEAU A6 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Peulh	51
TABLEAU A7 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Yoa	51
TABLEAU A8 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Ottamari	52
TABLEAU A9 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Nagot	52
TABLEAU A10 Francophones selon la catégorie et le département, Bénin, 1992 et 2002	53
TABLEAU A11 Francophones selon le groupe d'âge et le sexe, Bénin, 1992 et 2002	54

SIGLES ET ACRONYMES

ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
CE	Cours élémentaire (école primaire)
CENALA	Centre national de linguistique appliquée
CESE	Centres d'éveil et de stimulation de l'enfant
CI	Cours d'initiation (maternelle/école primaire)
CM	Cours moyen (école primaire)
CNL	Commission nationale de linguistique
CP	Cours préparatoire (école primaire)
DELL	Département d'études littéraires et linguistiques
DELTO	Département des études littéraires, linguistiques et de tradition orale
DEPOLINA	Déclaration de politique nationale d'alphabétisation et d'éducation des adultes
DEPOLIPO	Déclaration de la politique nationale de population
EM	enseignement à la maternelle
INSAE	Institut national de la statistique et de l'analyse économique
MCAPLN	Ministère de la culture, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NTIC	Nouvelles technologies d'information et de communication
OCS	Observatoire du changement social (Bénin)
OUA	Organisation de l'unité africaine
PDDSE	Programme décennal de développement du système éducatif
RGPH2	2 ^e Recensement général de la population et de l'habitation (1992)
RGHP3	3 ^e Recensement général de la population et de l'habitation (2002)
UA	Union Africaine

LISTES DES TABLEAUX

TABLEAU R-1 Langues nationales au Bénin, effectifs et pourcentages, 2002	8
TABLEAU R-2 Langues nationales par département (locuteurs potentiels), Bénin, 2002	8
TABLEAU R-3 Catégories de francophones au Bénin par département, 1992 et 2002	9
TABLEAU R-4 Catégories de francophones au Bénin selon l'âge, 1992 et 2002	9
TABLEAU 2-1 Catégories de la variable « alphabétisation » et population visée, Bénin, recensements de 1992 et 2002	16
TABLEAU 2-2 Catégories des variables « fréquentation scolaire » et « dernière classe suivie », Bénin, recensements de 1992 et 2002	17
TABLEAU 2-3 Questions relatives aux autres variables de contrôle dans les deux derniers recensements de 1992 et de 2002	18
TABLEAU 2-4 Taux de réponse aux variables de l'étude	19
TABLEAU 3-1 Langues parlées par groupe sociolinguistique, effectifs et pourcentage	21
TABLEAU 3-2 Répartition des groupes sociolinguistiques par département, Bénin, 2002	24
TABLEAU 3-3 Alphabétisation dans les langues nationales, par lieu de résidence, Bénin, 1992 et 2002	30
TABLEAU 4-1 Évolution des taux nets de scolarisation, Bénin, 1992 à 2005	36
TABLEAU A1 Répartition géospatiale des langues nationales au Bénin en 2002	48
TABLEAU A2 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Fon et apparentés	50
TABLEAU A3 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Adja et apparentés	50
TABLEAU A4 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Bariba et apparentés	50
TABLEAU A5 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Dendi	51
TABLEAU A6 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Peulh	51
TABLEAU A7 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Yoa	51
TABLEAU A8 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Ottamari	52
TABLEAU A9 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Nagot	52
TABLEAU A10 Francophones selon la catégorie et le département, Bénin, 1992 et 2002	53
TABLEAU A11 Francophones selon le groupe d'âge et le sexe, Bénin, 1992 et 2002	54

LISTE DES FIGURES

FIGURE 3-1 Importance démographique relative des groupes sociolinguistiques, Bénin, 2002 ..	22
FIGURE 3-2 Taux d'alphabétisation en langue nationale selon le sexe, Bénin, 1992 et 2002	28
FIGURE 3-3 Taux d'alphabétisation en langue nationale selon l'âge, Bénin, 1992 et 2002	29
FIGURE 4-1 Taux net de scolarisation par département, Bénin, 2002.....	37
FIGURE 4-2 Pourcentage de francophones par région, Bénin, 1992 et 2002.....	39
FIGURE 4-3 Pourcentage de francophones selon leur degré de scolarisation, par département, Bénin, 1992 et 2002.....	40
FIGURE 4-4 Taux de francophones par groupe d'âge, Bénin, 1992 et 2002	41
FIGURE 4-5 Pourcentage de francophones selon le sexe et l'âge, Bénin, 1992 et 2002	42

RÉSUMÉ : LES LANGUES AU BÉNIN EN QUELQUES CHIFFRES

TABLEAU R-1 Langues nationales au Bénin, effectifs et pourcentages, 2002

	Groupes sociolinguistiques								
	Adja et apparentés	Fon et apparentés	Bariba et apparentés	Dendi et apparentés	Yoa-Lokpa et apparentés	Peulh et apparentés	Ottamari et apparentés	Yoruba et apparentés	Autres
Langues parlées	Adja, Ouatchi, Mina, Sahouè, Houéda Péda, Xwla Pla Popo,	Aïzo, Fon Kotafon, Tchi Goun Mahi Wémè Sèto Tori Agouna	Bariba Boko Boo	Dendi Djerma	Yoa Lokpa Dompargo Kabyè Koto, Koli Pila-Pila Soruba Biyobè Taneka Windji-windji Foodo Ani	Peulh Fulfuldé Gando	Berba Ottamari Betyobé Gabanga Gourmantc hé Hossori Nataimba Waama Yendé Bésorabè	Yoruba, Nago Holli, Idaasha, Ifé, Tchabé, Itcha, Manigri, Partogo Mokolé	Zerma Haoussa Cotimba Autres
Nbre de langues	9	10	3	2	13	3	10	10	–
Effectif	1 030 685	2 655 336	619 940	168 863	271 044	470 542	411 749	829 509	95 467
%	15,2 %	39,2 %	9,2 %	2,5 %	4,3 %	7,3 %	6,4 %	14,5 %	1,6 %

Source : RGPH (2002)

TABLEAU R-2 Langues nationales par département (locuteurs potentiels), Bénin, 2002

Département	Langues apparentées (%)									Total
	Fon	Adja	Yoruba	Bariba	Peul	Ottamari	Yoa	Dendi	Autres	
Plateau	21	7	67	0	3	2	0	0	0	100
Ouémé	71	3	15	0	4	3	0	1	3	100
Atlantique	61	7	10	5	4	3	2	4	4	100
Littoral	48	6	18	8	3	4	1	5	7	100
Mono	21	63	6	1	5	1	0	1	2	100
Couffo	10	84	5	0	1	0	0	0	0	100
Zou	91	4	3	0	1	0	0	0	1	100
Collines	28	2	51	0	6	5	5	0	3	100
Donga	5	0	3	6	10	0	32	43	1	100
Atacora	5	0	3	51	7	26	1	6	1	100
Borgou	7	1	8	38	29	4	2	9	2	100
Alibori	3	0	2	34	18	1	0	41	1	100
Ensemble	39	15	15	9	7	6	4	3	2	100

Source : RGPH (2002)

TABLEAU R-3 Catégories de francophones au Bénin par département, 1992 et 2002

Région de résidence	Proportion (%) des catégories de francophones							
	Non scolarisés		Primaire inachevé		Primaire achevé ou plus		Ensemble	
	1992	2002	1992	2002	1992	2002	1992	2002
Atacora – Donga	0,1	0,1	3,7	7,9	6,6	10,8	10,4	18,8
Atlantique – Littoral	0,1	0,1	3,6	13,6	31,0	39,9	34,7	53,6
Borgou – Alibori	0,1	0,1	5,4	7,0	9,4	10,9	14,9	17,9
Mono – Couffo	0,1	0,1	7,9	13,5	11,0	18,4	19,0	31,9
Oueme – Plateau	0,1	0,1	9,5	14,9	16,3	21,8	25,9	36,9
Zou – Collines	0,1	0,1	9,7	15,6	14,8	19,7	24,6	35,4
Ensemble	0,1	0,1	6,6	12,2	16,2	21,8	22,9	34,1

Source : RGPH3 (2002). Voir tableau A10 en annexe pour le détail.

TABLEAU R-4 Catégories de francophones au Bénin selon l'âge, 1992 et 2002

Groupes d'âge	Proportion (%) des catégories de francophones							
	Non scolarisés		Primaire inachevé		Primaire achevé ou plus		Ensemble	
	1992	2002	1992	2002	1992	2002	1992	2002
Moins de 20 ans	0,1	0,1	12,6	22,4	13,6	21,8	26,2	44,2
20-29 ans	0,1	0,1	2,2	5,6	27,0	27,7	30,0	32,7
30-39 ans	0,1	0,1	1,8	4,0	19,5	25,3	21,4	29,4
40-49 ans	0,1	0,1	1,4	3,2	14,3	20,2	15,8	23,5
50-59 ans	0,1	0,1	1,0	2,8	9,1	15	10,2	17,9
60 ans et plus	0,1	0,1	0,6	1,5	3,3	5,7	4,1	7,3
Ensemble	0,1	0,1	6,6	12,2	16,2	21,8	22,9	34,1

Source : RGPH3 (2002). Voir tableau A11 en annexe pour le détail.

CHAPITRE 1 : CONTEXTE D'ETUDE

Il n'est nul besoin de rappeler en quoi l'utilisation ou l'apprentissage d'une langue est utile. La langue permet de communiquer. Dès la naissance, c'est l'une des premières choses que l'on apprend avec ses géniteurs, en particulier avec sa mère. Il s'agit de la langue « maternelle » ou langue « natale ». Cette langue représente souvent la langue de socialisation et joue un rôle fondamental dans le bien-être socioéconomique ou culturel des individus et des collectivités. Son utilisation et sa maîtrise dans une communauté renforcent la cohésion sociale, puisque chaque individu, à chaque étape de son évolution dans la maîtrise de la langue, acquiert de nouvelles connaissances et s'expose à de nouvelles dimensions culturelles. Ces connaissances renforcent et façonnent son esprit, ses attitudes et son comportement. Et, pour peu qu'on s'améliore dans sa langue, d'autres aptitudes d'apprentissage et d'épanouissement personnel se développent.

Ainsi, plus une langue est maîtrisée par une génération, plus les générations futures seront susceptibles de s'adapter plus efficacement aux réalités de la société à laquelle elles s'identifient, favorisant la pérennité des acquis de développement socioéconomique. Toutefois, l'apprentissage et l'usage d'une autre langue, généralement appelée langue seconde, sont nécessaires pour le bien-être socioéconomique : cette connaissance d'une langue étrangère à la sienne représente une ouverture à une autre culture. Elle permet d'apprendre d'autres réalités sociales et d'autres modes de vie. De nouveaux moyens linguistiques réduisent l'ignorance et augmentent les expériences individuelles ainsi que l'épanouissement socioéconomique. Quand on apprend une langue étrangère, on apprend qu'il existe d'autres moyens de communication, d'autres cultures différentes de la sienne, sans oublier les observations scientifiques que l'on peut récolter par cette ouverture socioculturelle (Elmoufhim, 2007).

Au Bénin, la langue française est justement la première langue étrangère la plus intéressante à apprendre par les citoyens en plus de leurs langues nationales. C'est la langue officielle du pays, statut que lui reconnaît la constitution du 11 décembre 1990, dans son article premier, alinéa 3. Pendant la période coloniale et jusqu'à même très récemment, le français a occupé une position de quasi-monopole, au point que bien des messages de sensibilisation destinés à la population, que ce soit par exemple en matière de santé, d'agriculture ou de commerce, ne sont pas traduits dans les langues nationales. À l'école, la nécessité d'une maîtrise « académique » de la langue française s'est traduite par l'usage du « signal » jusqu'au début des années 1970. Il n'était pas – et il n'est encore pas systématiquement – possible d'accéder aux services administratifs sans parler ou

comprendre le français. Dans un tel contexte, l'enseignement et la diffusion des langues nationales et du français doivent contribuer à la réalisation du progrès social : l'apprentissage des langues nationales conjugué à celui du français permettrait non seulement l'épanouissement identitaire des individus, mais aussi et surtout l'accès à l'information et aux services dans tous les secteurs de l'économie ainsi qu'à diverses sociétés du monde.

Au sein de sa population, estimée au dernier recensement de 2002 à près de 6,76 millions d'habitants (INSAE, 2004) puis à 8,78 millions en 2010 (Gouvernement du Bénin, 2010; INSAE, 2003), le Bénin compte, à l'instar de plusieurs autres pays d'Afrique de l'Ouest comme le Burkina Faso (Bougma, 2010), un nombre très élevé de langues nationales, une soixantaine selon l'INSAE (2004). Cette population, inégalement répartie sur le territoire, a une forte densité dans la partie septentrionale. La dernière enquête sur les conditions de vie des ménages de 2007 a révélé une pauvreté nationale de 33,3 %, contre 28,4 % en 2002 (Gouvernement du Bénin, 2007), signe d'une aggravation de la situation malgré les nombreuses initiatives prises en faveur de la réduction de la pauvreté (INSAE, 2009). Parmi ces initiatives figurait justement la promotion des langues nationales et de la langue française comme stratégie fondamentale permettant de réduire les inégalités socioéconomiques ou culturelles, dimension explicative centrale de la pauvreté.

La promotion des langues nationales au Bénin remonte au début des années 1970. Elle a été soutenue par un engagement politique résolu de l'État. Dans ce cadre, le gouvernement du Bénin (alors Dahomey) avait opté en novembre 1972 pour l'alphabétisation des adultes. Cela consistait à « assurer le développement de la culture populaire en organisant dans les langues nationales l'alphabétisation des masses, facteur essentiel du développement » (Discours-programme du 30 novembre 1972). L'alphabétisation au Bénin s'adressait donc à tous les citoyens sans discrimination; elle était proposée à chacune et à chacun dans sa langue maternelle ou dans la langue nationale de son choix; elle se voulait une alphabétisation de conscientisation en vue d'amener les groupes concernés à se libérer des différentes forces d'oppression dont ils sont l'objet; elle était fonctionnelle pour appuyer les programmes de développement économique, social et culturel. L'alphabétisation était une activité obligatoire et s'imposait à tous les citoyens du Bénin sans exception : les concepts de « culture populaire » et d' « alphabétisation de masse » en étaient les fondements.

Sur le plan international, note Alidou (2006), d'importantes conférences internationales sur l'éducation des adultes, tenues à Montréal en 1960, à Tokyo en 1972 et à Paris en 1985, ont traité de la promotion des langues nationales, en abordant en particulier les questions

d'alphabétisation, de paix et de coopération internationale, de démocratie et de création de possibilités d'apprentissage pour tous les groupes, dont celui des femmes. La Conférence Mondiale de l'Éducation Pour Tous qui s'est tenue à Jomtien en 1990 a joué un rôle particulièrement positif en mobilisant la communauté internationale autour de la situation de l'éducation dans le monde et en favorisant la conception d'une nouvelle vision, d'une nouvelle politique et d'un nouveau type d'engagement, en faisant de la promotion de l'éducation et de l'alphabétisation une stratégie pour améliorer la vie des enfants, des femmes et des populations marginalisées, pour éliminer les inégalités, promouvoir la paix et la démocratie et combattre la pauvreté.

En Afrique, à travers le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Union africaine (UA), plusieurs conférences gouvernementales de haut niveau ainsi que des déclarations et des plans d'action ont mis l'accent sur la nécessité de promouvoir les langues nationales africaines dans l'éducation et dans d'autres domaines socioéconomiques. Les principaux sont la Charte culturelle pour l'Afrique (OUA, 1976), le Plan d'action de Lagos (OUA, 1980), les aspects culturels du Plan d'action de Lagos (OUA, 1985) et le Plan d'action linguistique pour l'Afrique (OUA, 1986). Pour la promotion des langues nationales africaines dans l'éducation, un projet de charte (Accra en 1996) et un plan d'action (Harare en 1997) ont été élaborés par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) (Alidou et Brock, 2006). C'est dans ce contexte que plusieurs pays africains ont affirmé la nécessité d'encourager l'utilisation des langues nationales dans l'éducation à côté des langues officielles, généralement des langues étrangères.

Le Bénin, comme la plupart des autres pays africains, reconnaît la nécessité de promotion des langues nationales pour l'alphabétisation de la population. Différentes rencontres (juin 1992, avril 1993 et mai 1994) lui ont permis d'adopter formellement le programme Maintien de l'alphabétisation fonctionnelle dans les langues nationales (MCAPLN, 2010). Une Déclaration de politique nationale d'alphabétisation et d'éducation des adultes (DEPOLINA) a été promulguée en 2001, suivie d'un objectif décennal de réduction du taux national d'analphabétisme à 50 % pour 2010. Une loi d'orientation de l'éducation adoptée à cet effet reconnaît les langues nationales comme un moyen d'instruire, que ce soit par l'éducation formelle ou non formelle. L'enseignement/apprentissage du français figure, par ailleurs, dans les stratégies nationales de promotion des langues.

Des réformes structurelles ont été initiées au Bénin. Elles concernent particulièrement la scolarisation en tant que processus efficace de formation et de développement des connaissances et aptitudes ainsi que d'acquisition du savoir, du savoir-faire et du savoir-être.

Elle est unanimement reconnue comme un droit de l'être humain, un moyen de socialisation et d'émancipation individuelle ou collective, qui lui apprend à vivre, à vivre avec lui-même et à vivre avec les autres (Amadou Sanni, 2007). Ainsi, et en accord avec la communauté internationale, la scolarisation universelle complète au niveau primaire a été retenue comme le niveau minimal requis susceptible de permettre à tout individu d'être alphabétisé, c'est-à-dire de savoir lire et comprendre, ou de savoir écrire pour se faire comprendre. Depuis quelques années, dans ce but, le système éducatif national, et l'enseignement primaire en particulier, bénéficie d'importants investissements, tant de l'État béninois que de ses partenaires au développement.

Le système éducatif a connu plusieurs réformes. On retient celles de 1971 et de 1975. Mais la plus vaste réforme du système éducatif a été entreprise à partir des États généraux de l'éducation de 1990, puis a été actualisée en 1996 pour se conformer à la Déclaration de la Politique nationale de Population (DEPOLIPO). Cette réforme vise la mise en place d'un système éducatif efficace, efficient, équitable et financièrement viable, en parfaite adéquation avec les objectifs de la scolarisation complète au primaire pour tous les enfants du pays (Ministères en charge de l'éducation, 2006). Elle implique le gouvernement, les partenaires du développement, les conseils communaux et les ONG internationales/locales. L'inscription et le maintien de tous les enfants du Bénin à l'école jusqu'à la fin du primaire, c'est-à-dire jusqu'au CM2, se sont imposés comme la stratégie fondamentale de cette réforme, qui a donné naissance au Programme décennal de développement de l'éducation (PDDE) pour tous (2006-2015). Ces investissements ont permis une nette amélioration des taux de scolarisation, notamment un accroissement des taux d'inscription et de maintien des élèves dans le système, ainsi que l'amélioration de la performance des enfants à l'école, notamment des filles, et ce, dans tout le pays, mais particulièrement dans les zones ou localités ciblées par les interventions (INSAE et OCS, 2005).

Pourtant, dans une large revue critique de la littérature sur les politiques linguistiques en Afrique, Wolff (2006) note que la majorité des pays africains n'ont pas apporté de changement notable dans les politiques linguistiques dont ils ont hérité de l'ère coloniale : la langue française continue d'occuper une position dominante comme langue officielle de l'administration et de l'éducation au détriment des langues nationales, qui sont, elles, reléguées à un statut non formel. Notre recherche a eu comme objectif de confirmer ou d'infirmer ce constat dans le cas du Bénin en procédant à une analyse démolinguistique des statistiques nationales disponibles. Plus spécifiquement, elle a visé à déterminer les effectifs de francophones et de locuteurs des différentes langues nationales au Bénin ainsi que les taux d'alphabétisation et leur dynamique.

Les recensements de population réalisés au Bénin interrogent systématiquement sur l'appartenance ethnique des individus. Les ethnies correspondent dans le pays à des groupes sociolinguistiques, ce qui fait que les questions sur l'appartenance ethnique donnent des indications sur la langue maternelle ou la langue nationale correspondante, même si cette assertion se vérifie de moins en moins du fait des brassages sociolinguistiques et de la modernisation de l'environnement social. L'avantage de la constance de ces questions dans les recensements est qu'il devient possible d'analyser les changements ou les configurations sociolinguistiques dans le pays ainsi que leurs effets (démographiques, socioculturels ou politiques) sur les identités sociales traditionnelles, les comportements (individuels et collectifs), les diverses formes de marginalisation ou de discrimination et enfin la conception des outils statistiques de collecte des données. D'où la pertinence de cette étude, qui procède à une analyse exploratoire de l'état et de la dynamique de l'utilisation des langues nationales et de la langue française en s'appuyant sur les deux dernières opérations censitaires nationales, réalisées en 1992 et en 2002. Elle permet d'évaluer la place du français et de chacune des principales langues nationales dans le paysage géolinguistique national et de dégager les défis à relever en vue de leur promotion, de plus en plus prônée dans les discours politiques et dans les systèmes d'enseignement.

CHAPITRE 2 : DONNÉES ET MÉTHODES

On distingue en pratique au Bénin trois catégories de sources de données sociodémographiques :

- les données d'actes administratifs, qui permettent de disposer de données continues sur l'état civil, la migration internationale, les mariages, les décès, les divorces, etc.,
- les opérations statistiques spécifiques regroupant les enquêtes démographiques, les recensements de la population, etc.,
- les autres sources de données (Guingnido et Laourou, 1991).

Parmi ces différentes sources, les recensements de la population sont les seuls susceptibles de favoriser une analyse démolinguistique relativement adéquate, étant donné leur objet et le contenu des questionnaires. Ce sont donc eux qui ont été mis à profit dans ce travail. Nous les décrivons ci-après, et précisons les approches et outils méthodologiques retenus.

Données utilisées

Ainsi, étudier statistiquement les langues au Bénin, comme dans la plupart des pays africains au sud du Sahara, se fait par l'intermédiaire des Recensements généraux de la population et de l'habitation (RGPH). Grâce à l'interrogation directe du chef de ménage (ou d'un autre membre capable de fournir l'essentiel des informations sur tous les membres du ménage), ces recensements décrivent la composition du ménage, dont l'âge de ses membres et le lien de parenté avec le chef de ménage, ainsi que diverses variables, dont l'appartenance ethnique et l'alphabétisation dans les langues nationales ou étrangères. Sont utilisés ici les deux derniers recensements, en fait les deuxième (RGPH2) et troisième (RGPH3), réalisés respectivement en 1992 et en 2002. Les variables d'étude sont décrites ci-dessous.

L'alphabétisation en langue nationale ou étrangère

L'alphabétisation dans une langue (nationale ou étrangère) est définie dans les deux recensements comme l'aptitude à lire, écrire ou comprendre la langue. Les possibilités catégorielles de cette variable ainsi que la population visée sont décrites dans le tableau 2.1 ci-dessous.

TABEAU 2-1 Catégories de la variable « alphabétisation » et population visée, Bénin, recensements de 1992 et 2002

Source	Modalités de la variable alphabétisation	Population de référence
RGPH2 (1992)	1 : Ne sait ni lire, ni écrire 2 : Sait lire et écrire en français 3 : Alphabétisé en langue nationale 4 : Sait lire en langue nationale 5 : Alphabétisé en français et en langue nationale 6 : Alphabétisé en une autre langue étrangère	Résidents âgés de 3 ans et plus
RGPH3 (2002)	1 : Sait lire, écrire et comprend le français seulement (AF) 2 : Sait lire en langue nationale (SLN) 3 : Sait lire, écrire et comprend la langue nationale seulement (ALN) 4 : Sait lire, écrire et comprend le français et la langue nationale (AFLN) 5 : Sait lire, écrire et comprend une autre langue seulement (AUT) 6 : Ne sait ni lire, ni écrire (NLE)	Résidents âgés de 6 ans et plus

Comme on le voit dans le tableau, les populations de référence ne sont pas identiques. Alors que le RGPH de 1992 vise les 3 ans et plus, celui de 2002 vise les 6 ans et plus. En outre, alors que le recensement de 1992 interroge seulement sur la lecture et l'écriture, celui de 2002 ajoute la compréhension à la lecture et à l'écriture. Pour pouvoir comparer les résultats des deux recensements, nous avons sélectionné la population de 6 ans et plus et nous nous sommes limités à « savoir » lire. Nous estimons probable que « savoir lire » entraîne « savoir écrire ».

Scolarisation : fréquentation scolaire et dernière classe suivie

Deux variables mesurent la scolarisation des individus : la fréquentation scolaire et la dernière classe suivie (tableau 2.2). Ces deux variables ont les mêmes mesures aux deux dates. Cependant, alors que le RGPH de 1992 s'est arrêté à la quatrième année d'université, le recensement de 2002 a détaillé jusqu'à la septième année d'université.

TABLEAU 2-2 Catégories des variables « fréquentation scolaire » et « dernière classe suivie », Bénin, recensements de 1992 et 2002

Variables	Sources	Formulation de la question	Modalités	Population de référence
Fréquentation scolaire	RGPH2 RGPH3	Fréquentation scolaire	1 : Fréquente actuellement 2 : A fréquenté 3 : N'a jamais fréquenté	Population âgée de 3 ans et plus
Dernière classe suivie	RGPH2	Classe actuelle pour ceux qui fréquentent ou dernière classe suivie pour ceux qui ne fréquentent plus	0 : Maternelle 1 : CI 2 : CP 3 : CE1 4 : CE2 5 : CM1 6 : CM2 11 : 6 ^{ème} 12 : 5 ^{ème} 13 : 4 ^{ème} 14 : 3 ^{ème} 15 : 2 ^{nde} 16 : 1 ^{ère} 17 : Terminale 21 : 1 ^{ère} année université 22 : 2 ^{ème} année université 23 : 3 ^{ème} année université 24 : 4 ^{ème} année université	Population âgée de 3 ans et plus
	RGPH3		0 à 24 : comme RGPH2 25 : 5 ^{ème} année université 26 : 6 ^{ème} année université 27 : 7 ^{ème} année université	Population âgée de 3 ans et plus

Autres variables : âge, sexe, milieu de résidence, région de résidence et ethnie

Ces variables ont les mêmes indicateurs et portent sur la même population dans les deux recensements, comme l'illustre le tableau 2.3. On note toutefois un important changement pour la variable « département », dont le nombre de modalités passe de 6 en 1992 à 12 en 2002. En réalité, chacun des départements de 1992 a été simplement divisé en deux. Pour la comparaison, nous utiliserons le découpage en 6 départements de 1992 en 2002.

TABEAU 2-3 Questions relatives aux autres variables de contrôle dans les deux derniers recensements de 1992 et de 2002

Variables	Sources	Formulation de la question	Modalités	Population de référence
Sexe	RGPH2 RGPH3	(Nom) est-il de sexe masculin ou féminin ?	1 : masculin 2 : féminin	Toute la population
Âge	RGPH2 RGPH3	Date de naissance : En quel mois et en quelle année est né (Nom)? Inscrire dans les grilles le mois et l'année de naissance déclarés	Les mois vont de 1 à 12 et les années de 1800 à 2002	Toute la population
		Âge : Quel est l'âge de (Nom) ? Inscrire l'âge en années révolues	Les âges sont compris entre 0 et 98	
Région de résidence	RGPH2	Département	1 : Atacora 2 : Atlantique 3 : Borgou 4 : Mono 5 : Ouémé 6 : Zou	Toute la population
	RGPH3	Département	Chacun des départements du RGPH2 est subdivisé en deux, ce qui fait 12 au total.	Toute la population

Couverture des variables et qualité des données

Les données provenant d'enquête ou de recensement sont généralement entachées d'erreurs, particulièrement dans les pays en voie de développement. Parmi les diverses raisons souvent évoquées pour expliquer cette situation, on retrouve principalement la faiblesse d'interprétation des concepts sur le terrain par les agents enquêteurs ainsi qu'une compréhension peu adéquate des concepts, tant par les enquêteurs que par des enquêtés. Dans le cas particulier des RGPH, la collecte des données sur les membres d'un ménage s'effectue auprès du chef de ménage (CM) ou auprès de toute autre personne du ménage capable de fournir les informations demandées, en cas d'absence du CM ou pour une autre

raison. On sait que l'âge est très souvent susceptible d'être mal renseigné, surtout au sein de populations qui possèdent rarement une pièce d'identité. Ces erreurs peuvent conduire à des conclusions inadéquates (Atodjinou, 2011). C'est pourquoi nous avons examiné la qualité des données que nous allions utiliser. Un examen de l'ampleur des erreurs a notamment été fait au moyen de l'analyse des taux de réponse aux différentes variables. Le tableau 2.4 présente ces résultats.

TABLEAU 2-4 Taux de réponse aux variables de l'étude

Variable	RGPH 1992		RGPH 2002	
	Effectif	%	Effectif	%
Département	3 779 097	100,0	5 172 472	100,0
Milieu de résidence	3 779 097	100,0	5 172 472	100,0
Sexe	3 779 097	100,0	5 172 472	100,0
Âge	3 779 097	100,0	5 172 472	99,9
Alphabétisation	3 779 097	100,0	5 172 472	100,0
Dernière classe suivie	3 779 097	99,0	2 302 254	98,2

Source : traitement des données du RGPH2 et RGPH3, Bénin

La couverture des variables a été quasi-complète pour toutes les variables : seule la variable « dernière classe suivie » a offert un taux de non couverture notable, quoique relativement faible (moins de 2 %). Toutes les variables sélectionnées ont donc pu effectivement être utilisées dans nos analyses.

Type d'analyse et indicateurs

Cette étude a visé une analyse démolinguistique de l'état et de la dynamique des langues nationales et du français. Il s'agit en fait d'une description de la répartition des langues dans le pays selon quelques variables ainsi que de leur changement au cours du temps. Dans une telle situation de comparabilité spatiale et temporelle, les taux (ou pourcentages) sont les indicateurs requis. Ils permettent des comparaisons non seulement à un même moment dans l'espace, mais aussi à différents moments dans le temps. Les taux de prévalence des utilisateurs potentiels de chacune des langues nationales et de la langue française ont ainsi été calculés au niveau national et au niveau des départements, et selon le milieu de résidence (rural ou urbain). Ils ont aussi été calculés le cas échéant selon le sexe.

CHAPITRE 3 : ÉTAT ET DYNAMIQUE DES LANGUES NATIONALES AU BÉNIN

Les langues nationales occupent une place de plus en plus importante au Bénin. Cela se manifeste partout, notamment dans les services administratifs, dans les médias et dans les écoles, collèges ou universités. Cet essor des langues nationales a démarré au milieu des années 1970, avec l'avènement du régime militaire révolutionnaire, notamment avec le choix du socialisme marxiste-léniniste en 1975. Cela a été encore plus favorisé au cours des dernières années par la démocratie et la décentralisation politique, étant donné que les pouvoirs locaux et les partis politiques, pour des raisons électoralistes, s'expriment de préférence dans les langues nationales, qu'ils savent être comprises de leur public cible, et même si le français, langue officielle, n'est pas tout à fait absent de leur répertoire. Les ONG, qui ne peuvent se faire comprendre autrement des destinataires de leurs messages, ne sont pas les dernières dans la promotion récente des langues nationales.

Malheureusement, les recensements au Bénin n'interrogent pas directement sur la (ou les) langue(s) nationale(s) parlée(s). Cela découle d'une corrélation implicitement établie entre l'ethnie (ou groupe sociolinguistique) d'appartenance des individus et leur langue maternelle ou natale, corrélation que l'on présuppose parfaite. Les analyses démolinguistiques présentées ici ne sont donc en fait que des estimations des locuteurs potentiels des langues nationales, puisqu'elles s'appuient sur ces groupes sociolinguistiques d'appartenance et non directement sur la connaissance d'une langue. Il demeure néanmoins pertinent d'examiner l'état et la dynamique de l'alphabétisation dans ces langues, question qui a été directement posée dans les recensements.

Diversité des groupes ethnolinguistiques et importance démographique en 2002

On a dénombré dans les recensements de population une soixantaine de groupes ethniques ou sociolinguistiques au Bénin, tant en 1992 qu'en 2002. Afin d'obtenir un meilleur aperçu de la situation, l'exploitation des données sur ces ethnies a nécessité, de la part de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE) qui réalise ces opérations, un regroupement en de plus grandes catégories, regroupement qui a été fait sur la base d'informations linguistiques ou géoculturelles historiques des populations. Rappelons que, en n'interrogeant pas directement sur la langue nationale parlée (en famille ou ailleurs), les

données des recensements représentent déjà une simplification, puisque, de ce fait, elles réduisent des identités multiethniques à des affiliations monoethniques.

Techniquement, il n'est pas aisé d'étudier convenablement une soixantaine de groupes ethniques, donc de langues nationales différentes. Certains de ces groupes sociolinguistiques ne représentent que des fractions faibles (voire négligeables) de la population locale, tandis que d'autres forment une majorité dans de vastes régions. L'INSAE a finalement réduit la mosaïque des groupes ethniques (donc des langues) en 9 catégories de groupes ethniques ou socioculturels : les Adja et apparentés, les Fon et apparentés, les Bariba et apparentés, les Dendi et apparentés, les Yoa-Lokpa et apparentés, les Peulh et apparentés, les Ottamari et apparentés, les Yoruba et apparentés, et enfin les autres groupes ethniques (béninois et étrangers). Pour que notre étude soit quantitativement appréciable et significative, nous avons retenu cette classification dans l'analyse de la structure démographique et de la répartition spatiale des langues nationales ainsi que dans l'analyse de leur dynamique intercensitaire.

Structure démographique des langues nationales

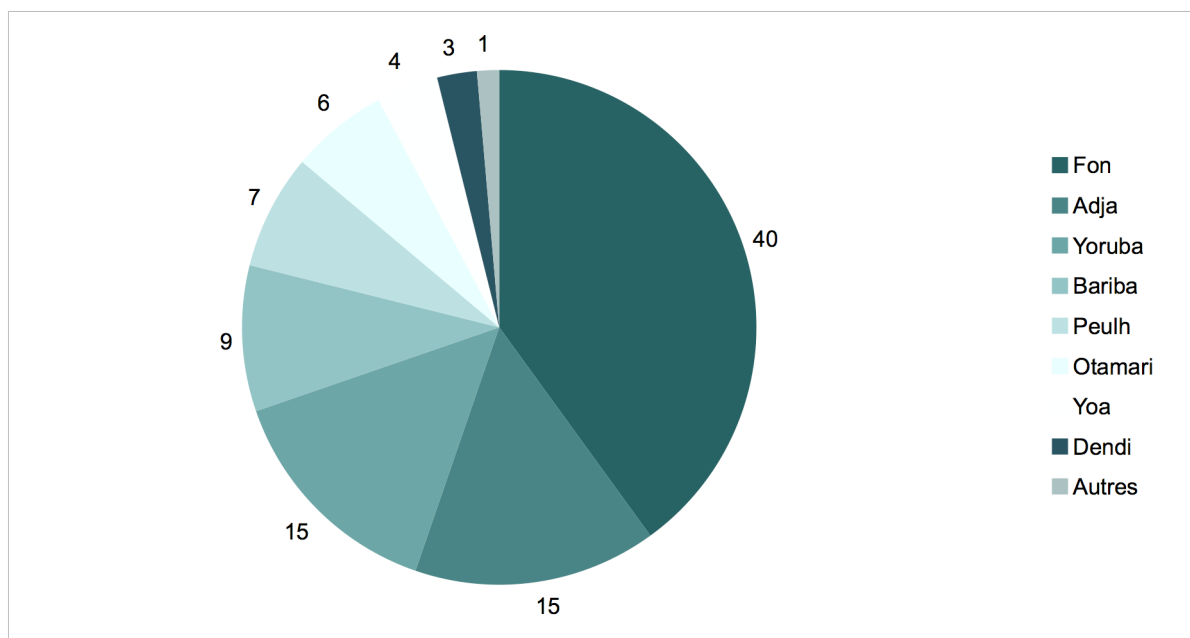
Le tableau 3.1 et la figure 3.1 présentent la répartition en 2002 de la population béninoise selon les groupes ethniques et les différentes langues nationales apparentées qui sont parlées dans le pays. Il s'en dégage deux groupes principaux (voir aussi tableaux A1 à A9 en annexe).

TABLEAU 3-1 Langues parlées par groupe sociolinguistique, effectifs et pourcentage

	Groupes sociolinguistiques								
	Adja et apparentés	Fon et apparentés	Bariba apparentés	Dendi et apparentés	Yoa-Lokpa apparentés	Peulh et apparentés	Ottamari et apparentés	Yoruba et apparentés	Autres
Langues parlées	Adja Ouatchi Mina, Sahouè Houéda Péda Xwla Pla Popo	Aizo Fon Kotafon Tchi Goun Mahi Wémè Sèto Tori Agouna	Bariba Boko Boo	Dendi Djerma	Yoa Lokpa Dompargo Kabyè Koto, Koli Pila-Pila Soruba Biyobè Taneka Windji-windji Foodo Ani	Peulh Fulfuldé Gando	Berba Ottamari Betyobé Gabanga Gourmantché Hossori Nataimba Waama Yendé Bésorabè	Yoruba, Nago Holli, Idaasha, Ifé, Tchabé, Itcha, Manigri, Partogo Mokolé	Zerma Haoussa Cotimba Autres
Nombre de langues dans le groupe	9	10	3	2	13	3	10	10	—
Effectif	1 030 685	2 655 336	619 940	168 863	271 044	470 542	411 749	829 509	95 467
%	15,2 %	39,2 %	9,2 %	2,5 %	4,3 %	7,3 %	6,4 %	14,5 %	1,6 %

Source : RGPH3 (2002)

FIGURE 3-1 Importance démographique relative des groupes sociolinguistiques, Bénin, 2002



Source : RGPH3 (2002)

Au Bénin en 2002, les Fon sont les plus nombreux. Ils ont été estimés à 2 655 336 individus, soit 1 276 353 hommes et 1 378 983 femmes (ce qui correspond à un rapport de masculinité de 92,6 hommes pour 100 femmes, voir tableau A2 en annexe). Avec un tel effectif, ils représentent 39,2 % de la population du Bénin. On y dénombre 10 sous-groupes sociolinguistiques, donc 10 langues nationales ou maternelles. La langue fon est la langue maternelle de plus de 17 % de la population béninoise, largement devant la langue goun, parlée par 6,3 % des Béninois recensés en 2002. Les principales langues du groupe sont le fon, qui concerne 45 % des Fons et apparentés, puis le goun (15 %), le aïzo (11 %) et le mahi (8 %). Quatre autres langues sont d'importance non négligeable : le wèmè et le torri (6 %) ainsi que le kotafon et le toffin (3 %). Les deux autres langues, de poids démographiques quasi négligeables, sont le sèto (0,8 %) et le agouna (0,0 %).

Deuxième groupe en importance, les Adja et apparentés représentent 15,2 % de la population totale du Bénin, avec un effectif de 1 030 685 individus, soit 489 097 hommes et 541 588 femmes (tableau A3 en annexe). Les langues dominantes sont le adja et le sahouè, qui correspondent respectivement à la langue maternelle de 8,7 % et de 2,6 % de la population du pays. Ces deux langues sont suivies des langues xwla et mina, parlées par respectivement 1,4 % et 1,2 % de la population du Bénin en tant que langue maternelle.

Naturellement, la langue adja est la principale langue parlée dans ce groupe sociolinguistique ou ethnique. Elle traduit la réalité linguistique de 57,3 % du groupe. Viennent ensuite la langue sahouè (17 % du groupe), la langue xwla et pla (9,3 %), le mina (7,6 %), le houédah et le péda (4,9 %) et, enfin, le ouatchi (3,5 %). Le défi est la langue parlée par le plus faible effectif : seulement 4 381 individus, soit moins de 1 % des Adja et apparentés.

Les Yoruba et apparentés forment 14,5 % de la population du Bénin. Une dizaine de langues nationales cohabitent au sein de ce groupe, avec en premier lieu celle des Nagot (56 %), puis les Yoruba (15 %), les Idaasha (12 %) et les Holli-Djè (11 %), ce que le tableau A9 en annexe présente de manière détaillée.

Les Bariba et apparentés forment 9,2 % de la population béninoise. On distingue dans ce groupe sociolinguistique trois langues parlées, le bariba (8,3 % de la population béninoise), le boo (0,8 %) et le boko (0,1 %). Parmi les Bariba et apparentés, 91 % parlent bariba, les Boo comptant pour 8,3 % et les Boko moins 1 % de ce groupe (tableau A4 en annexe). C'est le bariba qui a donné son nom au département du Borgou (Bio Bigou, 1995; Bio Bigou et collab., 1993).

Quant aux Peulh et apparentées, ils comptent pour 7 % des Béninois, dont 5,6 % de locuteurs peulh fulfudé et 1,4 % de peulh gando (tableau A6 en annexe).

Les Ottamari représentent 6,1 % de la population totale du Bénin, et on parle plus d'une dizaine de langues dans ce groupe (tableau A8 en annexe). En dehors des Bétyobé, des Hossori et des Gabamga, sept autres groupes sociolinguistique ont un poids démographique non négligeable : les Berba (24 %), les Besorobé (21 %), les Wama (17 %), les Natimba (15 %), les Ottamari (9 %), les Gourmantché (9 %) et les Yendé (3 %).

Les Yoa sont un groupe multilingue, comme les Fon et les Yoruba. Dans ce groupe, on dénombre treize langues (voir tableau 3.1), chacune avec des effectifs de population presque négligeables par rapport à la population du pays. L'ensemble du groupe forme 4 % de la population du Bénin. Les locuteurs Yoa représentent 46 % de ce groupe sociolinguistique, suivis par les Dompago ou Lokpa (31 %). Les langues taneka (ou tamba) et sorubé biyobé sont parmi les moins fréquemment parlées (tableau A7 en annexe).

Enfin, on distingue au sein des Dendi et apparentés deux groupes, de très faible taille démographique par rapport à la population de l'ensemble du pays. Les Dendi et apparentés

avoisinent 3 % de la population du Bénin (figure 3.1 et tableau 3.1). La langue dendi est parlée potentiellement par 2,4 % des Béninois en tant que langue maternelle, la seconde langue, le djerma, par seulement 0,5 % (tableau A5 en annexe).

Notons toutefois que les pourcentages présentés sur la figure 3.1 ne donnent qu'une indication démographique grossière. En particulier, ils ne permettent pas d'apprécier le poids démographique des différents sous-groupes ou des différentes langues parlées à l'intérieur de chaque département ou région géographique du pays, ce qui est le thème de la section suivante.

Répartition spatiale des langues nationales

La ventilation en 2002 de la population de chaque département selon les différents groupes sociolinguistiques ou langues qu'on y rencontre est présentée dans le tableau 3.2 (voir aussi tableau A1 en annexe). On a indiqué en gras les groupes sociolinguistiques ou ceux dont les langues parlées sont les plus importantes dans chaque département, ceux dont la fréquence est supérieure ou égale à 10 % de la population du département.

TABLEAU 3-2 Répartition des groupes sociolinguistiques par département, Bénin, 2002

Département	Langues apparentées									Total
	Fon	Adja	Yoruba	Bariba	Peulh	Ottamari	Yoa	Dendi	Autres	
Plateau	21	7	67	0	3	2	0	0	0	100
Ouémé	71	3	15	0	4	3	0	1	3	100
Atlantique	61	7	10	5	4	3	2	4	4	100
Littoral	48	6	18	8	3	4	1	5	7	100
Mono	21	63	6	1	5	1	0	1	2	100
Couffo	10	84	5	0	1	0	0	0	0	100
Zou	91	4	3	0	1	0	0	0	1	100
Collines	28	2	51	0	6	5	5	0	3	100
Donga	5	0	3	6	10	0	32	43	1	100
Atacora	5	0	3	51	7	26	1	6	1	100
Borgou	7	1	8	38	29	4	2	9	2	100
Alibori	3	0	2	34	18	1	0	41	1	100
Ensemble	39	15	15	9	7	6	4	3	2	100

Source : Exploitation des données du RGPH3 (2002)

On rencontre les langues fon et apparentées un peu partout au Bénin, mais les fréquences les plus élevées s'observent dans 8 des 12 départements que compte le pays en 2002. Les départements du Zou, de l'Ouémé et de l'Atlantique sont quasiment exclusivement peuplés de locuteurs fon et apparentés (respectivement 91 %, 71 % et 61 %). Sur le littoral, c'est-à-dire dans la ville de Cotonou, on parle aussi massivement fon. Cette langue est ainsi la

première langue éligible comme langue nationale officielle, tout au moins dans la partie méridionale du pays.

Les langues des Adja et apparentées sont quasiment exclusivement parlées dans les deux départements du sud-ouest, les départements du Couffo et du Mono, avec respectivement 84 % et 63 % de locuteurs. Leur fréquence est quasiment négligeable dans les dix autres départements. Dans le Couffo, la fréquence de la langue Adja pure est de 88 %, contre 8 % dans le Mono. Dans ce dernier, on rencontre surtout les autres langues apparentées à l'adja, principalement le sahouè (plus de 40 % de la population) et le ouatchi (8 %). Les autres langues sont très minoritaires dans ce département.

Les langues des Yoruba et apparentées sont les plus fréquentes dans les départements du Plateau (au sud-est du Bénin), avec près de 67 % de la population de ce département, et des Collines (au centre du pays), avec 51 % de la population de ce département. Ce sont des langues transfrontalières, qui sont parlées dans différentes localités à proximité du Nigeria. Elles sont d'importance non négligeable dans trois autres départements, l'Ouémé (18 % des locuteurs), le Littoral (15 %) et l'Atlantique (10 %). On les rencontre aussi un peu partout dans les autres départements, mais avec des fréquences faibles : par exemple, elles concernent 8 % des locuteurs du Borgou, 6 % de ceux du Mono et 5 % dans le Couffo (tableau 3.2). Le yoruba, pourrait, après le fon, être aussi érigé en langue nationale officielle.

Les locuteurs du peulh sont aussi relativement disséminés, quoique plutôt présents dans les régions du nord du Bénin. Ils sont plus nombreux en proportion dans le nord-ouest, dans les départements de l'Alibori et du Borgou. Presque le tiers de la population du Borgou et plus du cinquième de celle de l'Alibori parlent peulh. Les Peulh sont un groupe non négligeable dans la Donga et dans l'Atacora, y formant environ le dixième de la population dans chaque cas. C'est donc une langue qu'on trouve dans les quatre départements septentrionaux.

Quant aux Bariba, ils se concentrent dans les départements de l'Alibori, du Borgou et de l'Atacora (tableau 3.1). La langue bariba est donc, elle aussi, parlée essentiellement dans les départements septentrionaux du Bénin.

Les Ottamari vivent exclusivement dans le département de l'Atacora. Ils représentent 26 % de la population de ce département, qui est situé au nord-ouest du Bénin. La langue bètamaribè est la plus parlée (14,2 %). Viennent ensuite le waama et besorabè (11 %), puis le natimba (environ 10 %).

Les Yoa sont présents exclusivement dans le département de la Donga, où ils représentent 32 % de la population.

On parle principalement dendi dans deux départements du Bénin : la Donga (43 % de la population) et le département de l'Alibori (54,1 %).

État et dynamique de l'alphabétisation dans les langues nationales

On considère comme alphabétisé dans une langue tout individu capable de lire et de comprendre un texte dans cette langue, ou d'écrire pour se faire comprendre dans cette langue. Savoir simplement lire dans une langue est le critère minimum commun aux deux recensements du Bénin exploités dans cette étude (1992 et 2002). En conséquence, dans ce qui suit, on considère comme alphabétisée dans une langue nationale toute personne sachant lire dans cette langue. C'est la définition la plus opérationnelle ici, car elle permet l'analyse de la dynamique de l'alphabétisation au cours de la période décennale intercensitaire. Après une description de ses niveaux et de leur dynamique entre les deux recensements, nous examinons la répartition spatiale ainsi que les perspectives de l'alphabétisation dans les langues nationales au Bénin.

Niveau de l'alphabétisation en langue nationale et dynamique intercensitaire

Cela ne fait pas si longtemps que les langues nationales ont réapparu dans la vie publique. L'Église catholique leur a donné d'abord une place croissante, essentiellement à travers les chants et les prières, mais aussi dans les célébrations liturgiques. Les Églises protestantes se développent et se diversifient au Bénin. Ces Églises, dans leur ensemble, n'ont jamais cessé de mettre les langues locales (ou nationales) au centre de leurs préoccupations. Les premières traductions de la Bible en yorouba ou en goun, par exemple, vieilles de près d'un siècle, ont été le fait des Églises protestantes (Akoha, 2001). Un essai d'enseignement de la langue fon (principale langue du sud du Bénin) et de la langue dendi (une des langues du nord du Bénin) a même été tenté à Radio-Dahomey dans les années 1970, à l'initiative d'animateurs de cette radio nationale : il s'agissait de l'émission « Apprenons à parler fon et dendi » (Akplogan, 2005).

C'est surtout l'avènement de la Révolution d'octobre 1972, à idéologie marxiste-léniniste, qui a mis plus nettement sur le devant de la scène la question de l'alphabétisation dans les langues nationales. Cette réhabilitation, note Da Cruz (2003), s'est traduite par un certain nombre d'actes essentiels, dont les principaux sont :

- la matérialisation de la promotion de l'alphabétisation dans les langues nationales avec la création d'une Direction de l'Alphabétisation et de la Presse Rurale (devenue, depuis, Direction Nationale de l'Alphabétisation) possédant des antennes provinciales. Au début des années 1980, un ministère chargé de l'alphabétisation et de la culture populaire a été créé.
- la création de journaux en langues nationales, comme kparo, dans le Borgou, avec l'aide de la coopération suisse.
- la place privilégiée accordée par l'École Nouvelle aux langues nationales, en particulier dans les Centres d'Éveil et de Stimulation de l'Enfant (CESE).
- la vaste tournée de « popularisation » de la Loi fondamentale (Constitution de la défunte République Populaire du Bénin) en langues nationales, en 1977.
- la traduction des slogans, mots d'ordre et instructions diverses de la Révolution dans toutes les langues connues de la République.
- l'introduction des langues nationales comme langues de travail à l'Assemblée Nationale Révolutionnaire.
- l'accroissement très sensible du nombre de langues béninoises utilisées à la radio, puis à la télévision nationales.

Avec le régime révolutionnaire marxiste léniniste, les langues nationales ont alors vocation, selon la loi d'édification de l'École Nouvelle, à devenir réellement des langues d'enseignement, et pas simplement des disciplines enseignées.

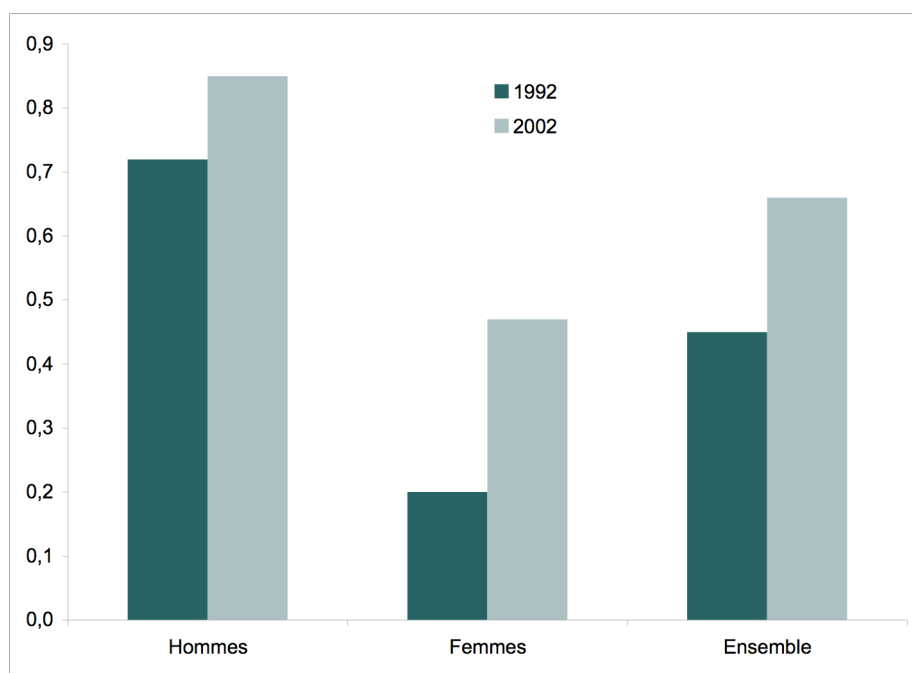
D'autres initiatives vont renforcer ce mouvement. On note :

- la fondation de l'Association Béninoise des Écrivains en Langues Nationales (ABEL),
- la création de la Commission Nationale de Linguistique (CNL), devenue Centre National de Linguistique Appliquée (CENALA), sous la tutelle du Ministère chargé de l'Éducation Nationale et, à l'Université Nationale du Bénin, du Département d'Études Littéraires et Linguistiques (DELL), qui deviendra le Département des Études Littéraires, Linguistiques et de Tradition Orale (DELTO), puis le Département des Sciences du Langage et de la Communication. C'est aussi la mise en route du processus qui va aboutir, entre autres choses, à la réalisation de l'Atlas sociolinguistique national.

Depuis que le Bénin s'est engagé sur la voie de la démocratisation en 1990, la consolidation de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la lutte contre la pauvreté sont devenues les fondements politiques de l'action gouvernementale. La promotion de l'alphabétisation dans les langues nationales est l'un des axes fondamentaux d'action du gouvernement et de la coopération pour l'aide au développement. De nombreuses ONG s'investissent dans l'alphabétisation en langue nationale (Dakpogan, 1999). À ces différents acteurs, il faut ajouter les projets ou programmes (lutte contre la pollution, contre le sida, contre le

paludisme, alphabétisation et culture, etc.) et les actions de sensibilisation sociale de certains ministères (environnement, agriculture, famille et solidarité, alphabétisation et culture, etc.), ou de religions ou cultes traditionnels (ou couvents) du pays (MCAPLN, 2010). Finalement, où en sommes-nous quant au niveau d'alphabétisation des Béninois dans les langues nationales? Que peut-on retenir des données fournies par les deux derniers recensements du Bénin? La figure 3.2 l'illustre.

FIGURE 3-2 Taux d'alphabétisation en langue nationale selon le sexe, Bénin, 1992 et 2002



Source : RGPH2 (1992) et RGPH3 (2002)

Après plus de quatre décennies d'efforts soutenus pour l'éradication de l'analphabétisme dans les langues nationales, le taux d'analphabétisme en langue nationale des Béninoises et des Béninois demeure encore très élevé, avec de fortes disparités entre les sexes. En somme, plus de 99 % de la population, quel que soit le sexe, demeure analphabète dans les langues nationales, ce qui indique que la tâche demeure ardue pour une promotion efficace de l'alphabétisation. Le taux d'alphabétisation en langue nationale est de 0,66 % à l'échelle nationale, 0,47 % pour les femmes et 0,85 % pour les hommes.

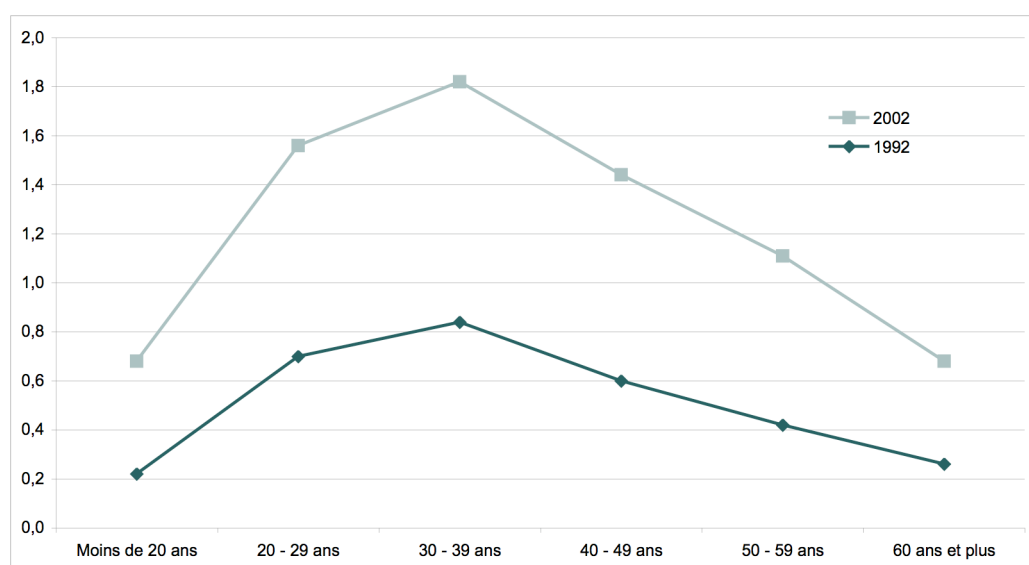
Selon le rapport d'évaluation à mi-parcours du Programme Décennal de Développement du Système Educatif (PDDSE) de 2006-2015, les taux de réalisation des plans annuels d'alphabétisation demeurent d'une manière générale très faibles. En 2009, par exemple, sur les 36 activités prévues au titre du programme Alphabétisation et éducation des adultes, seulement 5 avaient été réalisées entièrement (toutes ayant trait à la campagne

d'alphabétisation), 24 avaient eu un taux de réalisation compris entre 0 et 5 %, le reste n'ayant pas pu du tout être réalisé (MCAPLN, 2010). Cela montre l'extrême faiblesse des capacités d'exécution des services en charge de l'alphabétisation, qui semblent frappés d'une véritable paralysie, sauf pour l'organisation routinière des campagnes annuelles d'alphabétisation. Cette faiblesse est attribuable à différents facteurs, parmi lesquels l'instabilité institutionnelle de ces services (transférés à plusieurs reprises d'un ministère à un autre au cours des dernières années), le nombre réduit de cadres au niveau central, l'inadaptation de leurs compétences aux tâches à accomplir, le manque de matériel pour travailler efficacement et, plus généralement, une gestion bureaucratique et lourde.

Toutefois, une nette augmentation des taux d'alphabétisation s'observe entre les deux recensements, particulièrement chez les femmes, ce qui permet au moins de réduire les écarts entre hommes et femmes de 0,52 % en 1992 à 0,38 % en 2002.

Un examen des taux d'alphabétisation selon le groupe d'âge (voir figure 3.3) indique que, en 1992 comme en 2002, les plus jeunes (moins de 20 ans) et les plus âgés (60 ans et plus) sont les moins susceptibles d'être alphabétisés dans les langues nationales. Les programmes d'alphabétisation semblent davantage cibler les adultes, en particulier les 30-39 ans. Les 30-39 ans apparaissent comme le groupe modal au sein desquels on enregistre non seulement les taux les plus élevés d'alphabétisation en 1992 et en 2002, mais aussi et surtout l'augmentation la plus importante de ces taux au cours de la période intercensitaire, taux passant de 0,8 % à 1,8 %.

FIGURE 3-3 Taux d'alphabétisation en langue nationale selon l'âge, Bénin, 1992 et 2002



Source : RGPH2 (1992) et RGPH3 (2002)

Variations spatiales de l’alphabétisation en langue nationale

Y a-t-il aussi une variation des niveaux d’alphabétisation dans les langues nationales selon les départements et le milieu de résidence (rural ou urbain)? Le tableau 3.3 offre des éléments de réponse.

TABEAU 3-3 Alphabétisation dans les langues nationales, par lieu de résidence, Bénin, 1992 et 2002

Lieu de résidence		Année de recensement			
		1992		2002	
		Effectif	%	Effectif	%
Atacora — Donga	Urbain	0	0,00	1 465	0,60
	Rural	2 962	0,60	2 607	0,60
	Ensemble	2 962	0,60	4 072	0,60
Atlantique – Littoral	Urbain	559	0,10	3 838	0,49
	Rural	1 523	0,50	3 773	1,00
	Ensemble	2 082	0,25	7 611	0,65
Borgou – Alibori	Urbain	265	0,32	2 508	0,78
	Rural	5 416	1,02	5 382	0,93
	Ensemble	5 681	0,92	7 890	0,87
Mono – Couffo	Urbain	0	0,00	644	0,45
	Rural	1 332	0,26	2 597	0,49
	Ensemble	1 332	0,26	3 241	0,48
Oueme – Plateau	Urbain	194	0,45	2 315	0,65
	Rural	1 980	0,31	3 426	0,64
	Ensemble	2 174	0,32	5 741	0,65
Zou – Collines	Urbain	56	0,08	995	0,44
	Rural	2 667	0,47	4 356	0,68
	Ensemble	2 723	0,43	5 351	0,61
Ensemble	Urbain	1 074	0,15	11 765	0,57
	Rural	15 880	0,52	22 141	0,72
	Ensemble	16 954	0,45	33 906	0,66

Source : Données du RGPH2 (1992) et du RGPH3 (2002)

Le département du Borgou–Alibori est le plus alphabétisé relativement, avec un taux de 0,87 %, donc supérieur à la moyenne nationale (0,66 %). Ce taux était encore plus élevé en 1992, de 0,92 %, soit deux fois plus que la moyenne nationale de 0,45 %. Contrairement donc à la tendance nationale, ce département a connu une diminution de son taux (de 0,05 %), signe soit d’un relâchement des actions de promotion de l’alphabétisation dans les langues nationales, soit d’une incidence du phénomène d’analphabétisme de retour. Une stagnation des taux s’observe dans l’Atacora–Donga avec un taux de 0,60 %, soit moins que

la moyenne nationale en 2002. Les autres départements ou régions ont plutôt connu des augmentations par rapport à leurs taux de 1992 (qui étaient les plus faibles) au cours de la période intercensitaire.

Les milieux ruraux sont les plus alphabétisés au niveau national. La seule exception concerne la région Zou–Collines, où les taux d’alphabétisation en milieu rural sont légèrement inférieurs à ceux en milieu urbain. Les écarts les plus importants entre ces deux milieux s’observent dans la région du Borgou–Alibori, notamment en 1992.

Conclusion partielle

On distingue neuf groupes de langues nationales apparentées. Chaque groupe contient entre deux langues (chez les Bariba) et treize langues (chez les Yoa). Curieusement, les groupes les moins nombreux sur le plan national, comme les Yoa (4,3 %) et les Ottamari (6,4 %), sont ceux où cohabitent le plus grand nombre de locuteurs dans les langues apparentées, avec respectivement treize et dix langues apparentées, justifiant la nécessité (que nous avons exposée plus haut) d’opérer des regroupements sociolinguistiques. Les exceptions concernent les groupes dendi (deux langues apparentées) et les Bariba ou les Peulh, avec seulement trois langues apparentées. Le groupe majoritaire est le groupe Fon et apparentés, soit 39 % de la population du Bénin. Les langues fon sont parlées dans tous les départements du pays. Il en est de même, quoique dans une moindre mesure, du yoruba, dont les langues apparentées sont des langues transfrontalières présentes aussi au Nigeria. Le fon et le yoruba pourraient être ainsi éligibles comme langues nationales officielles en cas de besoin. Les langues bariba et peulh sont parlées dans les quatre départements du nord du Bénin et pourraient aussi être officialisées dans cette vaste région.

D’importants efforts de promotion de l’alphabétisation dans ces langues nationales ont été accomplis, tant par les gouvernements du Bénin que par leurs partenaires techniques et financiers, ainsi que par diverses ONG et organisations de la société civile. Ces efforts devraient favoriser une dynamique contribuant au développement de l’alphabétisation dans les langues nationales, pour le bien-être de la population.

Ceci étant, les résultats des analyses présentés dans ce chapitre montrent que, malgré une augmentation intercensitaire des taux, l'alphabétisation des populations dans les langues nationales demeure quasiment négligeable, et les stratégies d'action devraient être profondément revues. L'État du Bénin semble en être conscient, puisqu'une phase expérimentale est en préparation pour l'introduction imminente de ces langues dans le système éducatif formel, du cours primaire jusqu'au supérieur (Gouvernement du Bénin, 2010). L'option a été prise au Forum national sur le système éducatif, organisé en février 2007 justement pour introduire les langues nationales dans le système éducatif formel. Ceci permettra, espérons-le, de rattraper le grand retard qui ressort des résultats présentés ci-dessus.

CHAPITRE 4 : STATUT ET DYNAMIQUE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'objectif de ce chapitre n'est pas d'aborder les différentes formes de communication en français, mais plutôt d'analyser les deux recensements de 1992 et de 2002 dans une perspective démolinguistique, qui consiste à décrire et caractériser la population francophone et à saisir les modalités de son évolution par l'analyse des changements intercensitaires.

On peut distinguer aujourd'hui au Bénin, comme dans la plupart des autres pays ou régions francophones du monde, au moins trois types de français parlé. D'abord, le français « académique », c'est-à-dire celui appris dans les écoles ou universités et parlé dans les services administratifs publics ou privés, dans les institutions officielles (assemblées nationales, système scolaire, réunions de travail, etc.) ou lors des cérémonies officielles. Il y a, par ailleurs, le français « de la rue », non formel, qui est utilisé par la grande majorité des personnes (scolarisées ou non) pour communiquer dans les marchés, les places publiques et d'autres lieux peu formels de commerce ou de loisirs. Enfin, il émerge de nouvelles formes d'expression française, découlant des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC). En très peu de temps, Internet (en particulier la messagerie instantanée et les SMS) s'est révélé être un outil de communication possédant une diffusion à l'échelle du pays.

Compte tenu des données dont on dispose, un francophone est défini ici comme étant toute personne qui déclare pouvoir lire ou écrire en français. Cela suppose une forme quelconque d'apprentissage du français. Dans ce chapitre, nous examinons la dynamique de l'apprentissage du français, puis l'évolution des francophones entre les deux recensements de 1992 et 2002. Au préalable, examinons la place du français au Bénin.

La place de la langue française au Bénin

La langue française est la langue officielle de la République du Bénin. Cette réalité, nul ne peut la nier, puisque même la constitution du pays lui reconnaît ce statut à l'alinéa 3 de son article premier : « La langue officielle est le français ». Cela assure au français, dans le pays, une position privilégiée. C'est la langue parlée par l'élite; par le passé, il n'a été donné de la parler qu'à ceux, peu nombreux, qui ont eu l'insigne honneur de franchir les portes de l'école, et qui en sont sortis victorieux. Ainsi, pendant la période coloniale et encore aujourd'hui, la langue française occupe une position de quasi-monopole, au point que bien des messages

de sensibilisation destinés à la population, en matière de santé ou d'agriculture par exemple, ne sont pas traduits dans les langues nationales. La connaissance de cette langue permet donc, y compris de nos jours, d'accéder à des connaissances de toutes sortes.

Il est difficile d'accéder aux services de l'administration béninoise si l'on ne comprend pas le français. De toute évidence, comprendre le français confère un prestige et des avantages sociaux qui ne laissent personne indifférent. Dans les médias nationaux, le français est la langue la plus utilisée, voire la seule, surtout dans les journaux. La situation est sensiblement différente à la radio nationale, car cette dernière est destinée à un public beaucoup plus large que celui des journaux écrits, touchant en particulier de nombreux auditeurs des milieux ruraux ou suburbains, essentiellement locuteurs de langues nationales. Des émissions faites uniquement en français n'auraient aucune chance de rencontrer la moindre audience chez un public qui ne maîtrise pas cette langue.

Les autorités béninoises ont toujours manifesté leur désir d'être les premiers ambassadeurs de la langue française, langue qui fonde la Francophonie, une entreprise commune des francophones. Elle est utilisée dans les institutions de l'État, dans les administrations (publiques et privées) et dans le système éducatif formel. Le Bénin n'a aucune difficulté à l'intégrer à la pratique de l'administration puisque, comme langue officielle, elle n'est en compétition avec aucune autre langue étrangère dans le pays.

Dynamique de l'apprentissage du français

La langue est un outil de communication complexe qui s'acquiert tranquillement en suivant des étapes bien précises. L'étape de départ est celle au cours de laquelle l'individu ne sait pas parler cette langue, comme la naissance dans le cas d'une langue maternelle. En ce qui concerne la langue française au Bénin, cette étape de départ correspond généralement au moment d'entrer dans le système éducatif (scolaire) formel. L'éducation ou la scolarisation favorise en effet, entre autres, l'apprentissage du français. Du coup, cet apprentissage est dépendant de l'État et influence la dynamique de la langue française dans des pays francophones d'Afrique comme le Bénin. C'est pourquoi nous examinons ci-après l'évolution de la scolarisation, donc de l'apprentissage du français, à partir des deux recensements de 1992 et de 2002 du Bénin. Au préalable, regardons les modalités de la relation entre scolarisation et apprentissage du français dans les pays francophones d'Afrique.

Scolarisation et apprentissage du français

On considère souvent que l'alphabétisation en français et la scolarisation, notamment l'éducation de base, sont les deux facteurs les plus importants pour le développement socio-économique et politique d'un pays. C'est pourquoi, pendant la période coloniale et plusieurs années après la fin de la colonisation, la langue française a occupé une position de quasi-monopole dans les systèmes éducatifs formels. C'était la langue parlée par l'élite lors de la colonisation, cette école coloniale ne devant servir à former, selon ses fondateurs, que des collaborateurs qui, comme traducteurs, agents techniques, contremaîtres, surveillants, employés ou commis de direction, suppléaient à l'insuffisance numérique des Européens. À l'école, l'usage du fameux « signal », tant redouté par tous les écoliers, contribuait à cette nécessité de maîtriser « académiquement » la langue française pour réussir sa scolarisation. À ce propos, Davesne affirme, dans l'avant-propos du très fameux manuel scolaire *Mamadou et Binéta lisent et écrivent couramment*, que « [...] l'apprentissage de la langue française demeure une nécessité pour les populations africaines qui l'avaient, dans les années antérieures, entrepris et, très souvent, mené à bien de façon remarquable ».

Plus récemment, la scolarisation universelle complète au niveau primaire a été retenue par la communauté internationale comme niveau minimal requis susceptible de permettre à tout individu d'être alphabétisé, c'est-à-dire de savoir lire et comprendre, ou de savoir écrire pour se faire comprendre. À cet effet, l'un des objectifs de l'école béninoise, définis dans la Loi d'Orientation de l'Éducation de 2003, est, entre autres, d'améliorer de 50 % le niveau d'alphabétisation des adultes en français, particulièrement des femmes, d'ici à 2015, ainsi que d'assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente. L'enseignement et la diffusion du français sont censés contribuer ainsi au progrès social.

L'éducation (ou la scolarisation) formelle regroupe l'enseignement à la maternelle (EM), l'enseignement primaire, les enseignements secondaires et l'enseignement supérieur. L'EM vise essentiellement l'éveil et la stimulation des fonctions physiques, psychologiques et mentales de l'enfant. Il est ouvert aux enfants à partir de deux ans et demi ou trois ans et dure deux ans. L'enseignement primaire est organisé en six années d'études (CI, CP, CE1, CE2, CM1, CM2); il permet d'acquérir des connaissances et compétences de base pour les apprentissages futurs. Les enseignements des cycles secondaires (en sept ans) développent le sens de l'observation, le raisonnement logique et l'esprit de recherche. On y distingue deux cycles, le premier de quatre ans (6^{ème}, 5^{ème}, 4^{ème} et 3^{ème}) et le second de trois ans (seconde, première et terminale). L'enseignement supérieur accueille dans les facultés,

les écoles et les instituts supérieurs, les titulaires du baccalauréat (diplôme de fin du secondaire). Les durées de formation varient en fonction des domaines et niveaux d'études ainsi que des filières.

Des efforts importants ont été déployés par le Bénin pour accroître l'offre de scolarisation à tous les niveaux. Dans le primaire, par exemple, le nombre d'écoles a presque doublé entre 1994 et 2005, passant de 2 984 à 5 722. Le pourcentage de salles de classe en matériaux définitifs est passé de 65 % à environ 68,1 %, et les places assises par élève, de 79 % à 83 %. L'enseignement primaire a donc bénéficié d'importants investissements qui ont permis une nette amélioration des taux de scolarisation, notamment un accroissement des taux d'inscription des élèves dans le système, comme nous allons le voir.

Population scolarisable et population scolarisée : tendances récentes

Le taux net de scolarisation permet de déterminer les efforts de scolarisation systématique dans le pays. Il fixe de fait le niveau d'apprentissage formel de la langue française. Le tableau 4.1 décrit ces taux nets en 1992, en 2002 et en 2005 selon le sexe.

TABLEAU 4-1 Évolution des taux nets de scolarisation, Bénin, 1992 à 2005

Taux nets de scolarisation	1992	2002	Écart 1992-2002	2005	Écart 2002-2005
Ensemble	31,2	51,3	20,1	58,4	7,1
Garçons	39,5	56,9	17,1	63,4	6,5
Filles	24,0	45,9	21,9	52,2	6,3
Écart garçons/filles	15,5	11,0	4,5	11,2	-0,2

Sources : RGPH(1992); RGPH (2002) et INSAE et OCS (2005)

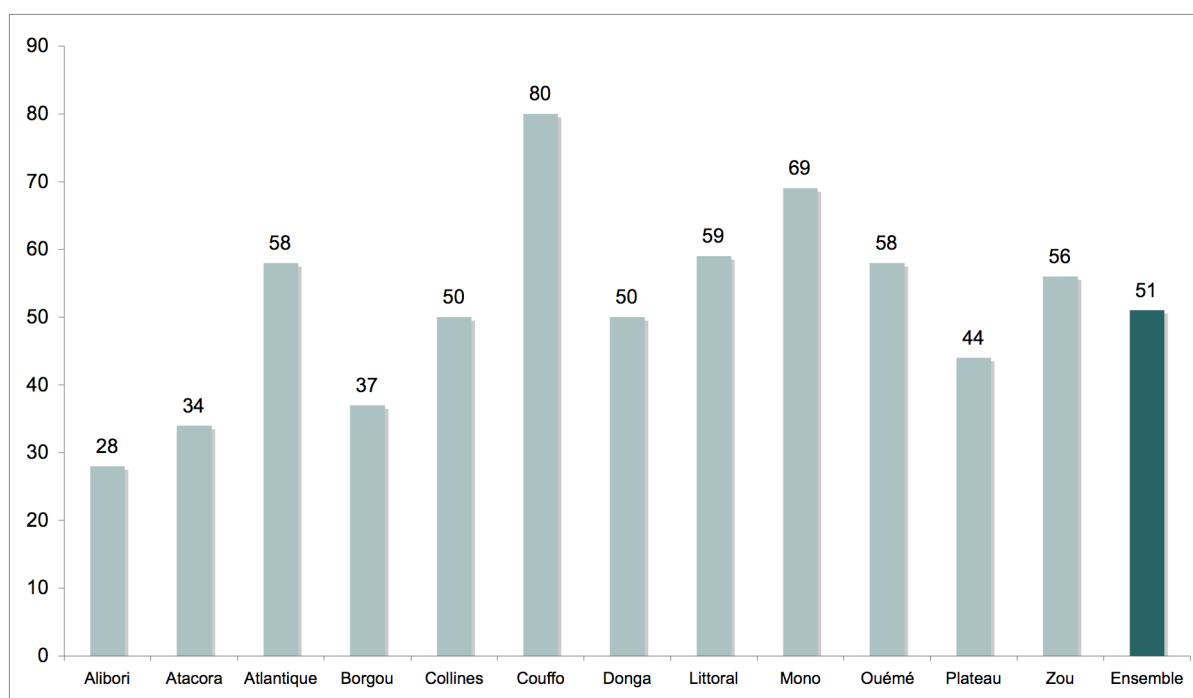
Ces résultats indiquent une amélioration continue du niveau de scolarisation des enfants. Les taux d'apprentissage formel du français ne cessent donc d'augmenter. Les écarts de scolarisation entre filles et garçons se réduisent également. Toutefois, le système éducatif béninois est encore loin d'atteindre l'objectif d'une scolarisation universelle. Le tableau 4.1 montre qu'en 2005, année d'élaboration du PDDE (2006-2015), plus de 40 % des enfants béninois scolarisables demeurent encore non scolarisés, malgré une importante évolution positive d'environ 20 % entre 1992 et 2002, et 7 % entre 2003 et 2005. Ces résultats indiquent, par ailleurs, que bien des disparités de scolarisation persistent selon le sexe, même si un rattrapage se met progressivement en place avec la réduction continue des

écarts entre taux nets de scolarisation masculins et féminins. De plus, les disparités régionales demeurent importantes.

Des disparités de scolarisation selon les régions du pays

Les taux nets de scolarisation examinés ci-dessus cachent d'importantes disparités interrégionales. En 2002, certains départements affichent des taux nets largement inférieurs à la moyenne nationale, surtout Alibori (28 %), Atacora (34 %) et Borgou (37 %) (figure 4.1). Ces mêmes départements, situés dans le nord du pays, avaient aussi enregistré de faibles taux en 1992.

FIGURE 4-1 Taux net de scolarisation par département, Bénin, 2002



Source : RGPH3 (2002)

Les départements du Couffo et du Mono battent le record de scolarisation, avec respectivement 80 % et 69 %. Cette situation reflète des investissements dans l'enseignement primaire proportionnellement plus importants dans ces deux départements, particulièrement dans le Couffo. Ils concentrent les interventions de nombreuses ONG internationales, telle que Plan-Bénin, en matière de scolarisation des enfants. Somme toute, les effectifs scolaires, et donc les apprentissages formels du français correspondants, croissent à une vitesse extraordinairement élevée dans tout le pays, et dans tous les départements, signe d'une croissance progressivement élevée du nombre de francophones au Bénin.

État des lieux et dynamique des francophones

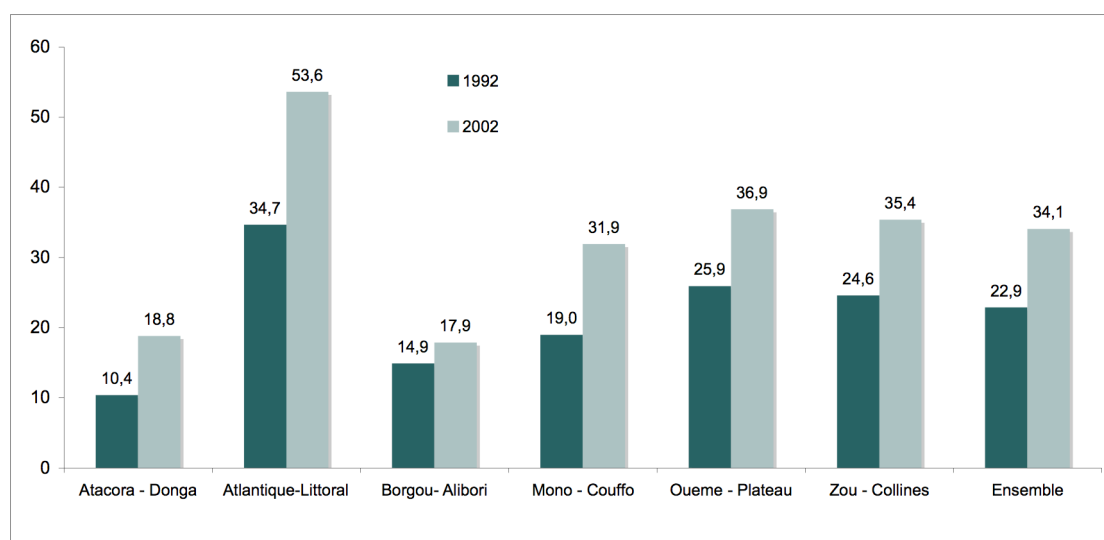
Qu'est-ce qu'un francophone? Une question bien souvent complexe, estime l'OIF (2010). Certains distinguent les francophones de langue maternelle des autres francophones (Henripin et Lachapelle, 1980). Dans les recensements du Bénin, à toute personne âgée de 3 ans ou plus (en 1992), ou de 6 ans ou plus (en 2002), il est demandé si elle sait lire, écrire ou comprendre une langue nationale ou une langue étrangère, dont le français. C'est cette question que nous utilisons pour cette étude, et c'est pour cela que nous considérons comme francophone tous les individus âgés de 6 ans et plus déclarant pouvoir lire ou écrire en français ou comprendre le français. L'âge minimum de 6 ans est retenu pour que soient comparables les résultats issus des deux recensements de 1992 et de 2002.

Comme le propose Bougma (2010), trois catégories de francophones sont à distinguer. (i) Les francophones de première catégorie sont les personnes non scolarisées sachant lire, écrire ou pouvant comprendre le français. Il s'agit de ceux qui ont appris le français en dehors du système éducatif. (ii) Les francophones de deuxième catégorie ont été scolarisés, mais n'ont pas pu achever le cycle primaire; ils estiment également savoir lire, écrire ou comprendre le français. Cependant, les membres de ces deux catégories, du fait de leur faible niveau de scolarisation, pourraient avoir une maîtrise peu consistante de la langue française; ils sont à risque d'un analphabétisme de retour. (iii) Les francophones de troisième catégorie sont des personnes qui estiment pouvoir lire, écrire ou comprendre le français et qui ont achevé le cycle primaire, c'est-à-dire le CM2. Nous les analysons ci-après.

Structure géospatiale des francophones

Environ le tiers de la population du Bénin en 2002 est francophone, soit 34 % (voir la figure 4.1 et les tableaux en annexe). Ce taux est nettement supérieur à celui enregistré en 1992, qui était d'un peu moins de 23 %. Le nombre de francophones a ainsi considérablement augmenté au cours des dix années séparant les deux recensements. Le pourcentage de personnes sachant lire, écrire ou comprendre la langue française a ainsi augmenté de 11,2 points, soit environ 1,12 % par an au cours de la période intercensitaire. Si cette tendance se maintient, la population béninoise sera entièrement francophone en 2060, et le français pourrait alors devenir une langue officielle nationalement complète. Mais cet horizon temporel semble relativement très long lorsqu'on se réfère aux objectifs de la scolarisation systématique au primaire d'ici 2015. De plus, cette augmentation intercensitaire s'observe certes quelle que soit la région (ou binôme de départements) du pays, mais avec des amplitudes très variables (figure 4.2).

FIGURE 4-2 Pourcentage de francophones par région, Bénin, 1992 et 2002

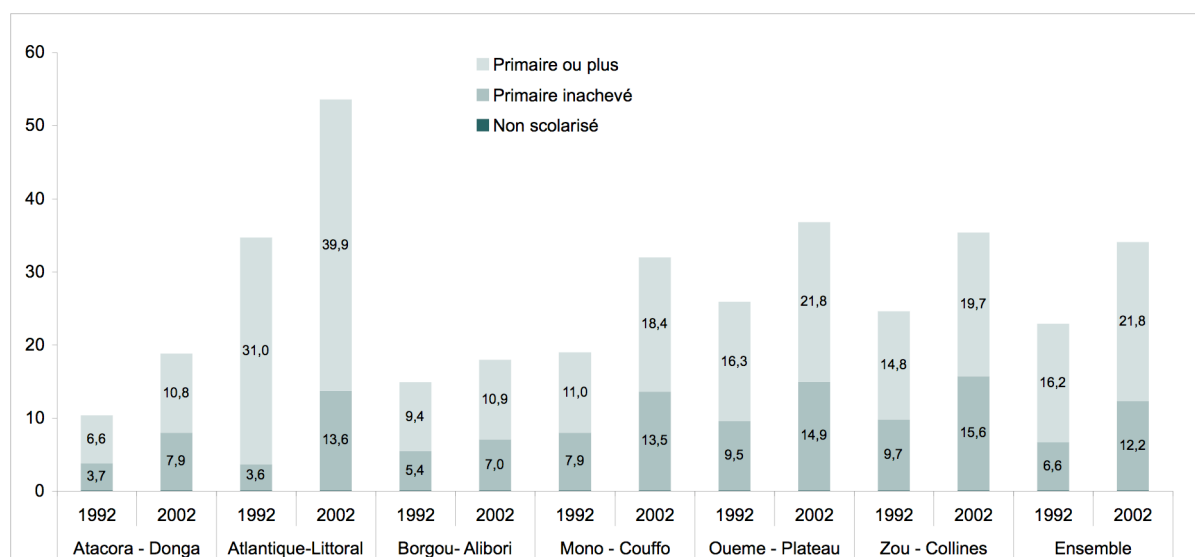


Source : RGPH2 (1992) et RGPH3 (2002)

Une très large majorité des francophones se trouve en effet concentrée dans les quelques régions ou groupes de départements offrant des fréquences supérieures à la moyenne, quelle que soit la période d'enquête. Il s'agit de la région du sud du Bénin, particulièrement les départements Atlantique-Littoral, c'est-à-dire la capitale économique Cotonou et ses localités environnantes, qui abritent 35 % de francophones en 1992 et plus de 50 % en 2002. Les départements de l'Ouémé-Plateau, contenant la ville de Porto-Novo, capitale administrative, d'une part, et ceux du Zou-Colline, d'autre part, contribuent également, mais dans une moindre mesure, à l'augmentation des Béninois sachant lire, écrire ou comprendre le français.

La scolarisation se révèle parfaitement corrélée à la dynamique des francophones dans le pays (figure 4.3). D'une part, on constate une contribution négligeable (seulement 0,1 %) des personnes non scolarisées de façon formelle à la dynamique des francophones (tableau A1 en annexe). D'autre part, la dynamique des francophones est à relier à l'accroissement extraordinairement élevé des effectifs scolaires enregistrés dans le pays au cours de la décennie intercensitaire voire, pourquoi pas, de la décennie précédente.

FIGURE 4-3 Pourcentage de francophones selon leur degré de scolarisation, par département, Bénin, 1992 et 2002



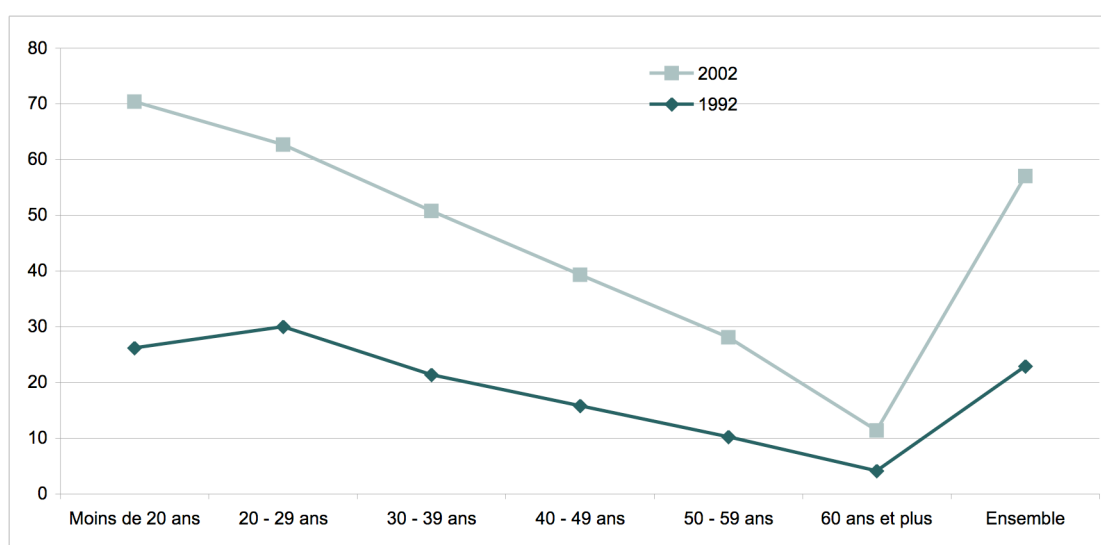
Source : RGPH2 (1992) et RGPH3 (2002)

Ces résultats montrent que la fréquence de francophones est d'autant plus élevée que le niveau scolaire atteint est élevé. C'est ainsi que les départements du sud du Bénin (Atlantique-Littoral, Ouémé-Plateau et Zou-Collines) sont les régions les plus scolarisées ou urbanisées, et sont également les régions qui observent les plus fortes fréquences de francophones. À l'opposé, les taux de scolarisation se sont révélés en proportion très faibles dans les départements du nord du Bénin, départements où s'observent de très faibles taux de francophones, avec de très timides augmentations au cours de la période intercensitaire (figures 4.2 et 4.3). Des efforts plus efficaces tant en matière de scolarisation que d'alphabétisation des adultes sont ainsi indispensables en vue d'accélérer l'atteinte des objectifs du pays en matière de promotion de la francophonie et de développement socioéconomique.

Les francophones selon le sexe et le groupe d'âge

La figure 4.4 illustre les fréquences de francophones selon le groupe décennal d'âges ainsi que les changements au cours de la période intercensitaire. Il en découle que la propension à être francophone diminue au fur et à mesure que les âges augmentent. C'est, encore une fois, l'effet de la scolarisation. En effet, comme l'a révélé l'analyse du système éducatif présentée précédemment, les taux de scolarisation augmentent considérablement au fur et à mesure qu'émergent de nouvelles générations.

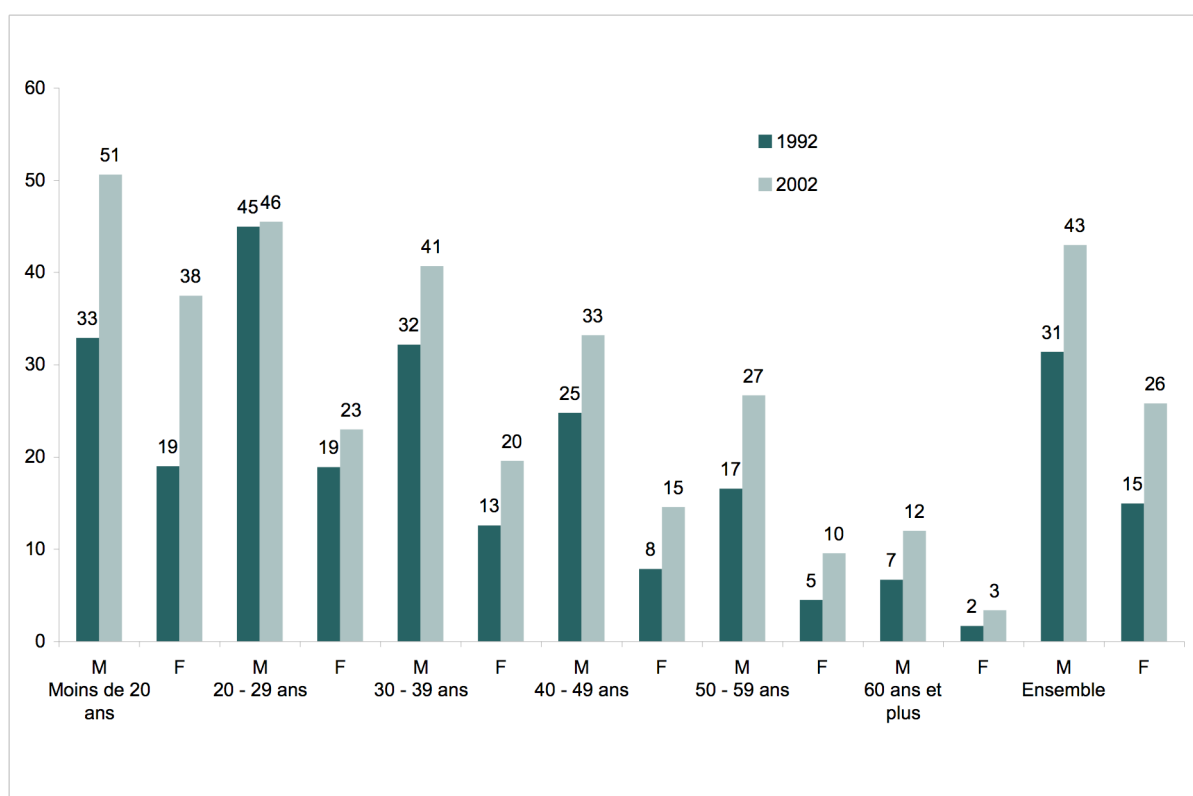
FIGURE 4-4 Taux de francophones par groupe d'âge, Bénin, 1992 et 2002



Source : RGPH2 (1992) et RGPH3 (2002)

En conséquence, des écarts, parfois importants, s'observent entre les hommes et les femmes, les hommes étant plus susceptibles d'être francophones que les femmes (figure 4.5). Au niveau national, en 1992, le pourcentage de francophones de sexe masculin est de 31,4 %, contre 15,0 % de sexe féminin, soit un peu plus du double. En 2002, soit dix ans après, cette fréquence est passée à 43,0 % chez les hommes contre 25,8 % chez les femmes. L'écart s'est légèrement réduit, résultant de l'effet probable des campagnes de sensibilisation effectuées ces dernières années pour la promotion de l'éducation des filles.

FIGURE 4-5 Pourcentage de francophones selon le sexe et l'âge, Bénin, 1992 et 2002



Source : RGPH2 (1992) et RGPH3 (2002)

Cette approche sexospécifique de promotion du genre en matière de scolarisation est ainsi à intensifier, les écarts les plus importants concernant surtout les jeunes générations, notamment celles des moins de 40 ans. Les écarts hommes/femmes sont les plus élevés dans les groupes d'âges 20-29 ans et 30-39 ans, puis, dans une moindre mesure, chez les moins de 20 ans. Des efforts de scolarisation systématique des enfants se justifient donc, et, des stratégies véritablement intégrées s'imposent pour maximiser l'instruction en français et réduire ainsi les écarts selon le genre.

CONCLUSION GÉNÉRALE ET PERSPECTIVES

Ce rapport de recherche a eu comme objectif principal de livrer une analyse exploratoire démologique des langues nationales et de la langue française au Bénin à l'aide des données des deux derniers recensements de la population réalisés au Bénin, en 1992 et en 2002. Il s'agit de mettre à la disposition des pouvoirs politiques et du public des données chiffrées découlant de l'exploitation des recensements nationaux de la population restées jusqu'alors méconnues ou difficilement accessibles. Qui dit analyse démologique dit, entre autres, analyse de la répartition des langues, du poids démographique et des facteurs associés : c'est à cet exercice que l'on s'est livré ici.

Les résultats indiquent bien qu'à l'image de nombreux autres pays africains, le Bénin se caractérise par une diversité sociolinguistique. De multiples langues nationales y sont parlées, ainsi que des langues dites étrangères, dont principalement le français, qui a par ailleurs le statut de langue officielle du pays. Mais l'usage de ces langues n'est pas uniformément réparti sur le territoire national. Elles sont localisées dans des espaces géoculturels dont chacun correspond globalement à un espace ethnique. Dans le centre et le sud du pays (le Zou, l'Atlantique, le Mono et le Couffo), deux groupes sont dominants, les Adja et les Fon. Les langues fon et nagot sont parlées par de fortes proportions de population dans les Collines, le Plateau et l'Ouémé. Quant aux langues bariba, dendi, yoa, peulh et ottamari, elles sont localisées dans la partie septentrionale du pays, notamment dans les départements de l'Atacora, de l'Alibori, du Borgou et de la Donga.

Cependant, ces langues cohabitent et s'interpénètrent dans certains départements. Si des groupes linguistiques tels que les Adja, les Bariba ou les Ottamari peuvent être localisés aisément, la présence d'autres groupes ailleurs que dans leurs aires culturelles, comme c'est le cas des Fon et les Yoruba, est le signe de certaines transformations en cours dans les dynamiques du paysage géolinguistique classique. On constate l'amorce d'un brassage progressif des populations et des langues nationales béninoises, d'où la pertinence de l'analyse de la dynamique intercensitaire. Les départements du Littoral (c'est-à-dire Cotonou), de l'Alibori, du Borgou, de l'Atacora et de la Donga voient cohabiter en leur sein plusieurs langues ne relevant pas des aires géoculturelles voisines. La mobilité, pour diverses raisons, des individus ou groupes d'individus est susceptible d'affecter avec le temps les tailles démographiques et la répartition spatiale des différents groupes sociolinguistiques et celle des langues parlées. L'analyse de la dynamique des langues nationales se révèle donc essentielle, puisqu'elle permet de comprendre les évolutions des catégorisations et des recompositions des identités. Entre autres avantages, cela pourra

favoriser la prise en compte des logiques émergentes d'appartenance sociale dans les opérations statistiques nationales, en particulier les recensements de la population et de l'habitation à venir. Les langues parlées pourraient, notamment, figurer désormais explicitement dans les questions retenues dans les recensements.

La promotion de l'alphabétisation dans les langues nationales donne des résultats modestes. Les taux d'alphabétisation en langue nationale demeurent très faibles (moins de 1 %), bien qu'ils aient connu une augmentation relative entre les deux recensements. La langue française reste toujours la langue officielle du pays. La Constitution lui garantit ce statut, tant que n'émergera pas une langue officielle nationale, dont l'avènement tarde à se produire. En conséquence, le français occupe une position privilégiée dans les communications, notamment pour l'accès aux services administratifs.

Si la tendance sur les dix années intercensitaires (1992-2002) fait apparaître une augmentation importante du nombre de francophones (définis par leur capacité à lire et écrire en français) de plus de 11 %, la situation se révèle néanmoins très contrastée d'une région à l'autre. Elle est particulièrement préoccupante dans la région septentrionale, notamment dans les quatre départements de l'Atacora, de la Donga, du Borgou et de l'Alibori, où l'on observe de faibles fréquences de francophones, avec de timides augmentations au cours de la période intercensitaire. Des efforts sont indispensables en matière de scolarisation comme d'alphabétisation des personnes non scolarisées. La situation relativement meilleure du Mono-Couffo ne doit pas conduire pour autant à un relâchement des efforts, alors que d'importantes interventions des ONG internationales ont lieu dans cette région, particulièrement dans le Couffo, qui affiche en 2002 un taux net de scolarisation de 80 %.

Ceci est d'autant plus important que la langue française perd de plus en plus son prestige. Elle doit, aujourd'hui, affronter la concurrence, plus ouvertement affirmée, des langues nationales, qui ont su vaincre l'ostracisme dont elles furent victimes du fait de l'Histoire et qui, avec la démocratie ou la décentralisation, bénéficient d'un regain d'attention, surtout de la part des jeunes générations, des groupes culturels, des ONG et des partis politiques.

L'influence du français dans la société béninoise risque aussi d'être menacée par l'expansion de l'anglais. En effet, le Bénin se trouve voisin de deux pays anglophones : le Ghana et, surtout, le Nigeria. Les populations frontalières avec le Nigeria comme les commerçants communiquent soit dans les langues nationales, soit en anglais, sans se soucier du français, qui ne leur est d'aucune utilité. De nombreux enfants béninois des communes frontalières

fréquentent des écoles anglophones dans les localités voisines au Nigeria. En outre, un engouement pour la langue anglaise s'observe avec la floraison des écoles bilingues français-anglais et la tendance de plus en plus généralisée à l'envoi des enfants au Ghana ou au Nigeria pour continuer leurs études après le diplôme de fin d'études secondaires (baccalauréat).

Notons par ailleurs que les résultats présentés dans ce rapport sont à nuancer. En effet, les recensements généraux de la population et de l'habitation du Bénin n'interrogent pas directement sur les langues nationales parlées. L'appartenance ethnique des enquêtés est la seule variable saisie dans les deux recensements, signifiant implicitement que l'ethnie des parents est la langue maternelle ou locale/nationale parlée. Une telle approche peut être justifiable dans des contextes de sociétés quasi fermées, avec des familles ou couples monoethniques. Mais, si l'on tient compte des changements socioculturels continuels que connaissent toutes les communautés et régions du pays – du fait des migrations, de la scolarisation et de l'urbanisation – une telle assertion paraît de moins en moins acceptable.

Par exemple, en considérant que les mariages mixtes sont loin d'être exceptionnels depuis quelques décennies et qu'il y a un nombre croissant de familles ou de ménages à identités multiethniques, la question « À quel groupe ethnique appartenez-vous? » posée dans les questionnaires des recensements du Bénin en 2002 comme en 1992 obligerait probablement les personnes interrogées à n'opter que pour l'identité du groupe du père, étant donné le contexte béninois patrilinéaire, et ce, même si l'intéressé ne parle pas la langue nationale correspondante. En conséquence, il est absolument primordial d'en tenir compte dans les prochains recensements nationaux de la population, notamment dans le quatrième recensement en préparation, dont les opérations de terrain sont prévues pour 2012. Des questions directes et explicites devront être posées sur la langue nationale la plus (ou la mieux) parlée, sans oublier d'autres langues nationales parlées secondairement, ainsi que les langues étrangères (français, anglais, chinois, etc.).

Enfin, la nécessité d'une révision des programmes scolaires s'avère urgente pour la prise en compte à la fois des langues nationales et du français, en vue de la réduction (voire de l'éradication) de l'analphabétisme et pour atteindre véritablement les objectifs de développement socioéconomique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AKOHA, J. (2001). « Literacy and Literature in Indigenous Languages in Benin and Burkina Faso ». Dans D. OLSON et N. TORRANCE (dir.), *The Making of Literate Societies*. Oxford (Royaume-Uni) : Blackwell Publishers.
- AKPLOGAN, J. (2005). *Expérience du Bénin en alphabétisation*. Direction Nationale de l'Alphabétisation et de l'Éducation des Adultes. (Document non publié)
- ALIDOU, H. (2006). « Utilisation des langues africaines et l'alphabétisation : conditions, facteurs et processus (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tanzanie et Zambie) ». Document de travail pour la Biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (Programmes d'alphabétisation efficaces, session parallèle A-3), Libreville, Gabon (27-31 mars).
- AMADOU SANNI, M. (2007). « Scolarisation primaire complète pour tous d'ici 2015 au Bénin : Bilan des résultats et défis majeurs ». Communication présentée à la 5^e Conférence internationale de l'Union pour l'étude de la population africaine (session sur la scolarisation), Arusha, Tanzanie (déc.).
- ATODJINO, C. (2011). *Facteurs explicatifs du travail des enfants au Bénin*. Sarrebruck (Allemagne) : Éditions Universitaires Européennes.
- BIO BIGOU BANI, L. (1995). *Les origines du peuple baatonu (Bariba)*. Cotonou (Bénin) : Éditions du Flamboyant.
- BIO BIGOU BANI, L., S. YERIMA et K. N'GOBI (alias Tama Sounoun Bon Nouki Kpounon). (1993). *Deux grandes figures de la résistance du peuple Baatonu "Bariba" contre la pénétration coloniale dans le Borgou à la fin du XIX^e siècle*. Cotonou (Bénin) : Département de Géographie et d'Aménagement du Territoire, Université Nationale du Bénin.
- BOUGMA, M. (2010). « Dynamique des langues locales et de la langue française au Burkina Faso : Un éclairage à travers les recensements généraux de la population (1985, 1996 et 2006) ». Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval. (Collection Rapport de recherche de l'ODSEF)
- DA CRUZ, M. (2003). « Alphabétisation en milieu multilingue : l'expérience du Bénin ». Communication présentée à l'Atelier international Multilinguisme et Politique Linguistique, Niger (déc.).
- DAKPOGAN, M. (1999). « L'implantation de l'école au Bénin date-t-elle du XIX^e ou du XX^e siècle? ». Communication présentée au VI^e congrès de l'Association des Professeurs de Français pour l'Afrique et l'Océan Indien, Cotonou, Bénin (oct.).
- ELMOUFHIM, A. (2007). « De la langue, de la communication et du développement : "une bouteille à la mer" », *Synergies Monde arabe*, 4 : 195-199.
- GOUVERNEMENT DU BÉNIN. (2010). *Stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté, SCRP 2011-2015*. Cotonou (Bénin).
- GOUVERNEMENT DU BÉNIN. (2007). *Stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté, SCRP 2007-2009*. Cotonou (Bénin).

- GUINGNIDO, J. et M. LAOUROU. (1991). « Sources et qualités des données au Bénin ». Dans E. AKOTO, J.G. GUINGNIDO et D. TABUTIN (dir.), *L'État et le devenir de la population du Bénin*. Porto-Novo (Bénin) : CEFORP/UPP, Les Presses du Centre National de Production des Manuels Scolaires : 15-34.
- HENRIPIN, J. et R. LACHAPELLE. (1980). *La situation démolinguistique au Canada*. Montréal : Institut de recherche en politiques publiques (IRPP).
- INSAE (Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique, Bénin). (1994). *Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) du 20 février 1992 – Synthèses des résultats* [Dépliant]. Cotonou (Bénin).
- INSAE (Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique, Bénin). (2003). *Projections démographiques et études prospectives – Analyse des résultats du RGPH 3*. Cotonou (Bénin).
- INSAE (Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique, Bénin). (2004). *Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH3) – Synthèses des indicateurs sociodémographiques* [CD-ROM]. Cotonou (Bénin).
- INSAE (Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique, Bénin). (2009). *Enquête modulaire intégrée sur les conditions de vie des ménages (EMICoV), 2007 – Principaux indicateurs*. Cotonou (Bénin).
- INSAE (Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique, Bénin) et OCS (Observatoire du Changement Social, Bénin). (2005). *Tableau de bord social 2000-2003 : Profils socio-économiques et indicateurs de développement* (tome 1). Cotonou (Bénin) : 7176.
- MCAPLN (Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales, Bénin). (2010). « Mécanisme de suivi-évaluation des activités d'alphabétisation et d'éducation des adultes au Bénin ». Communication présentée à la Revue du secteur de l'éducation (avril). Cotonou (Bénin) : 10-15.
- MINISTÈRES EN CHARGE DE L'ÉDUCATION. (2006). *Plan décennal de développement du secteur de l'éducation (2006-2015)* (tome 1) : 90-150.
- OIF (Organisation Internationale de la Francophonie). (2010). *La langue française dans le monde 2010*. OIF. (Document de synthèse)

ANNEXE

TABLEAU A1 Répartition géospatiale des langues nationales au Bénin en 2002

Langues parlées	Effectif	%	Répartition dans les départements
Adja	590 819	8,73	84,4 % de la population du Couffo 56,2 % de la population du Mono
Ouatchi	36 574	0,54	
Mina	77 893	1,15	
Sahouè	174 771	2,58	
Houédah ou péda	50 534	0,75	
Xwla Pla	95 713	1,41	
Défi	4 381	0,06	
Aïzo	289 441	4,28	91,3 % de la population du Zou 70,1 % de la population de l'Ouémé 61,1 % de la population de l'Atlantique 48,1 % de la population du Littoral 26,0 % de la population des Collines 21,3 % de la population du Mono 20,6 % de la population du Plateau 08,3 % de la population du Couffo
Fon	1 194 082	17,64	
Goun	423 175	6,25	
Kotafon, tchi	96 594	1,43	
Mahi	214 597	3,17	
Wémè	169 126	2,50	
Tofin	85 106	1,26	
Torri ou Toli	162 051	2,39	
Sèto	20 342	0,30	
Agouna	822	0,01	
Bariba	564 489	8,34	38,7 % de la population de l'Alibori 37,6 % de la population du Borgou 91,3 % de la population de l'Atacora
Boko	3 738	0,06	
Boo	51 713	0,76	
Dendi	159 983	2,36	67,9 % de la population de la Donga 47,4 % de la population de l'Alibori
Djerma	8 880	0,13	
Fulfuldé	374 892	5,54	29,0 % de la population du Borgou 22,1 % de la population de l'Alibori 11,5 % de la population de l'Atacora 09,8 % de la population de Donga
Gando	95 650	1,41	
Dompago/Lokpa	83 355	1,23	47,0 % de la population de la Donga
Kabyè	9 301	0,14	
Koto-Koli/Term	13 261	0,20	
Yoa/Yom/Pila-Pila	124 974	1,85	
Soruba Biyobè	1 347	0,02	
Taneka/Tamba	2 876	0,04	
Windji /Foodo	12 361	0,18	
Ani	23 569	0,35	

Langues parlées	Effectif	%	Répartition dans les départements
Berba	96 998	1,43	46,0 % de la population de l'Atacora
Besorabè ou Ditamari	88 295	1,30	
Betyobé	77	0,00	
Gagamba	8 952	0,13	
Gourmantché	36 476	0,54	
Hossori	1 241	0,02	
Natimba (Tayari) ou Bièro Natemi	60 987	0,90	
Otamari, Somba	37 630	0,56	
Waama	68 555	1,01	
Yendé	12 538	0,19	
Yoruba	124 813	1,84	67 % de la population du Plateau 42 % de la population des Collines 15 % de la population de l'Ouémé 6 % de la population de la Donga
Nagot	459 148	6,78	
Chabè	2 239	0,03	
Idaasha	101 492	1,50	
Holli-Djé	92 376	1,36	
Ifè Ou Itcha	27 312	0,40	
Kétou	378	0,01	
Manigri	240	0,00	
Partago	71	0,00	
Mokolé	21 440	0,32	
Autres	95 469	1,41	Disséminés sur le territoire
Ensemble	6 769 914	100,00	

Source : RGPH3 (2002)

TABLEAU A2 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Fon et apparentés

Langues parlées des Fon et app.	Ensemble	Sexe		Rapport de masculinité	% Bénin	Fréquence (%)	
		Masculin	Féminin			Masc.	Fém.
Aïzo	289 441	140 547	148 894	94,4	4,3	2,1	2,2
Fon	1 194 082	567 979	626 103	90,7	17,6	8,4	9,2
Goun	423 175	203 114	220 061	92,3	6,3	3,0	3,3
Kotafon, tchi	96 594	47 147	49 447	95,3	1,4	0,7	0,7
Mahi	214 597	104 052	110 545	94,1	3,2	1,5	1,6
Wémè	169 126	81 514	87 612	93,0	2,5	1,2	1,3
Tofin	85 106	42 830	42 276	101,3	1,3	0,6	0,6
Torri ou Ttoli	162 051	78 645	83 406	94,3	2,4	1,2	1,2
Sèto	20 342	10 134	10 208	99,3	0,3	0,1	0,2
Agouna	822	391	431	90,7	0,0	0,0	0,0
Ensemble	2 655 336	1 276 353	1 378 983	92,6	39,2	18,9	20,3

Source : RGPH3 (2002)

TABLEAU A3. Répartition par sexe et langue nationale parlée des Adja et apparentés

Langues parlées des Adja et app.	Ensemble	Sexe		Rapport de masculinité	% Bénin	Fréquence (%)	
		Masculin	Féminin			Masc.	Fém.
Adja	590 819	279 254	311 565	89,6	8,7	4,1	4,6
Ouatchi	36 574	17 327	19 247	90,0	0,5	0,2	0,3
Mina	77 893	33 509	44 384	75,5	1,2	0,5	0,7
Sahouè	174 771	85 017	89 754	94,7	2,6	1,3	1,3
Houédah ou péda	50 534	24 782	25 752	96,2	0,7	0,3	0,4
Xwla Pla	95 713	47 012	48 701	96,5	1,4	0,7	0,7
Défi	4381	2196	2185	100,5	0,1	0,0	0,1
Ensemble	1 030 685	489 097	541 588	90,3	15,2	7,2	8,0

Source : RGPH3 (2002)

TABLEAU A4 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Bariba et apparentés

Langues parlées des Bariba et app.	Ensemble	Sexe		Rapport de masculinité	% Bénin	Fréquence (%)	
		Masculin	Féminin			Masc.	Fém.
Bariba	564 489	277 828	286 661	96,9	8,3	4,1	4,2
Boko	3 738	1 873	1 865	100,4	0,1	0,0	0,0
Boo	51 713	25 244	26 469	95,4	0,8	0,4	0,4
Ensemble	619 940	304 945	314 995	96,8	9,2	4,5	4,7

Source: RGPH3 (2002)

TABLEAU A5 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Dendi

Langues parlées des Dendi et app.	Ensemble	Sexe		Rapport de masculinité	% Bénin	Fréquence (%)	
		Masculin	Féminin			Masc.	Fém.
Dendi	159 983	78 743	81 240	96,9	2,4	1,2	1,2
Djerma	8 880	4 830	4 050	119,3	0,1	0,1	0,1
Total	168 863	83 573	85 290	98,0	2,5	1,2	1,3

Source : RGPH3 (2002)

TABLEAU A6 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Peulh

Langues parlées des Peulh et app.	Ensemble	Sexe		Rapport de masculinité	% Bénin	Fréquence (%)	
		Masculin	Féminin			Masc.	Fém.
Fulfuldé	374 892	188 657	186 235	101,3	5,6	2,8	2,8
Gando	95 650	47 757	47 893	99,7	1,4	0,7	0,7
Total	470 542	236 414	234 128	101,0	7,0	3,5	3,5

Source : RGPH3 (2002)

TABLEAU A7 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Yoa

Langues parlées des Yoa et app.	Ensemble	Sexe		Rapport de masculinité	% Bénin	Fréquence (%)	
		Masculin	Féminin			Masc.	Fém.
Dompago/Lokpa	83 355	41 019	42 336	96,9	1,2	0,6	0,6
Kabyè	9 301	4 500	4 801	93,7	0,1	0,1	0,1
Koto-Koli/Term	13 261	6 383	6 878	92,8	0,2	0,1	0,1
Yoa/Yom/Pila-Pila	124 974	62 795	62 179	101,0	1,8	0,9	0,9
Soruba Biyobè	1 347	707	640	110,5	0,0	0,0	0,0
Taneka/Tamba	2 876	1 424	1 452	98,1	0,0	0,0	0,0
Windji /Foodo	12 361	6 204	6 157	100,8	0,2	0,1	0,1
Ani	23 569	11 599	11 970	96,9	0,3	0,2	0,2
Ensemble	271 044	134 631	136 413	98,7	4,0	2,0	2,0

Source : RGPH3 (2002)

TABLEAU A8 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Ottamari

Langues parlées des Ottamari et app.	Ensemble	Sexe		Rapport de masculinité	% Bénin	Fréquence (%)	
		Masculin	Féminin			Masc.	Fém.
Berba	96 998	47 267	49 731	95,0	1,4	0,7	0,7
Besorabè ou Ditamari	88 295	43 744	44 551	98,2	1,3	0,6	0,7
Betyobé	77	39	38	102,6	0,0	0,0	0,0
Gagamba	8 952	4 480	4 472	100,2	0,1	0,1	0,1
Gourmantché	36 476	18 797	17 679	106,3	0,5	0,3	0,3
Hossori	1 241	617	624	98,9	0,0	0,0	0,0
Natimba(Tayari) ou Bièro Natemi	60 987	30 029	30 958	97,0	0,9	0,4	0,5
Otamari, Somba	37 630	18 655	18 975	98,3	0,6	0,3	0,3
Waama	68 555	33 658	34 897	96,4	1,0	0,5	0,5
Yendé	12 538	6 143	6 395	96,1	0,2	0,1	0,1
Ensemble	411 749	203 429	208 320	97,7	6,1	3,0	3,1

Source : RGPH3 (2002)

TABLEAU A9 Répartition par sexe et langue nationale parlée des Nagot

Langues parlées des Nagot et app.	Ensemble	Sexe		Rapport de masculinité	% Bénin	Fréquence (%)	
		Masculin	Féminin			Masc.	Fém.
Yoruba	124 813	58 927	65 886	89,4	1,8	0,9	1,0
Nagot	459 148	219 986	239 162	92,0	6,8	3,2	3,5
Chabè	2 239	1 074	1 165	92,2	0,1	0,0	0,0
Idaasha	101 492	48 360	53 132	91,0	1,5	0,7	0,8
Holli-Djé	92 376	44 810	47 566	94,2	1,4	0,7	0,7
Ifè Ou Itcha	27 312	12 889	14 423	89,4	0,4	0,2	0,2
Kétou	378	204	174	117,2	0,0	0,0	0,0
Manigri	240	112	128	87,5	0,0	0,0	0,0
Partago	71	32	39	82,1	0,0	0,0	0,0
Mokolé	21 440	10 538	10 902	96,7	0,3	0,2	0,2
Ensemble	829 509	396 932	432 577	91,8	12,3	5,9	6,4

Source : RGPH3 (2002)

TABLEAU A10 Francophones selon la catégorie et le département, Bénin, 1992 et 2002

Région de résidence	Répartition des catégories de francophones par région de résidence							
	Non scolarisés		Primaire inachevé		Primaire achevé ou plus		Ensemble	
	1992	2002	1992	2002	1992	2002	1992	2002
Atacora – Donga	301 (0,1%)	275 (0,1%)	18405 (3,7%)	53162 (7,9%)	32402 (6,6%)	72902 (10,8%)	51108 (10,4%)	126339 (18,8%)
Atlantique – Littoral	689 (0,1%)	1379 (0,1%)	30531 (3,6%)	158145 (13,6%)	262982 (31,0%)	465563 (39,9%)	294202 (34,7%)	625087 (53,6%)
Borgou – Alibori	591 (0,1%)	528 (0,1%)	33499 (5,4%)	63036 (7,0%)	57689 (9,4%)	98046 (10,9%)	91779 (14,9%)	161610 (17,9%)
Mono – Couffo	417 (0,1%)	233 (0,1%)	40012 (7,9%)	90660 (13,5%)	55969 (11,0%)	123664 (18,4%)	96398 (19,0%)	214557 (31,9%)
Oueme - Plateau	710 (0,1%)	690 (0,1%)	64637 (9,5%)	132468 (14,9%)	110871 (16,3%)	193552 (21,8%)	176218 (25,9%)	326710 (36,9%)
Zou – Collines	746 (0,1%)	553 (0,1%)	61302 (9,7%)	135813 (15,6%)	93716 (14,8%)	171483 (19,7%)	155764 (24,6%)	307849 (35,4%)
Ensemble	3454 (0,1%)	3658 (0,1%)	248386 (6,6%)	633284 (12,2%)	613629 (16,2%)	1125210 (21,8%)	865469 (22,9%)	1762152 (34,1%)

Source : RGPH2 (1992) et RGPH3 (2002)

TABEAU A11 Francophones selon le groupe d'âge et le sexe, Bénin, 1992 et 2002

Groupes d'âge	Sexe	Proportion (%) des catégories de francophones par année							
		Non scolarisés		Primaire inachevé		Primaire achevé ou plus		Ensemble	
		1992	2002	1992	2002	1992	2002	1992	2002
Moins de 20 ans	M	0,1	0,1	15,7	24,6	17,2	26,0	32,9	50,6
	F	0,1	0,0	9,2	20,1	9,7	17,3	19,0	37,5
	T	0,1	0,1	12,6	22,4	13,6	21,8	26,2	44,2
20-29 ans	M	0,1	0,1	3,0	6,9	38,6	41,9	45,0	45,5
	F	0,1	0,1	1,7	4,6	17,2	18,3	18,9	23,0
	T	0,1	0,1	2,2	5,6	27,0	27,7	30,0	32,7
30-39 ans	M	0,1	0,1	2,7	5,0	29,3	35,6	32,2	40,7
	F	0,1	0,1	1,1	3,0	11,4	16,5	12,6	19,6
	T	0,1	0,1	1,8	4,0	19,5	25,3	21,4	29,4
40-49 ans	M	0,2	0,2	2,2	4,3	22,4	28,8	24,8	33,2
	F	0,1	0,1	0,7	2,1	7,1	12,3	7,9	14,6
	T	0,1	0,1	1,4	3,2	14,3	20,2	15,8	23,5
50-59 ans	M	0,2	0,2	1,6	4,0	14,8	22,4	16,6	26,7
	F	0,1	0,1	0,4	1,6	4,0	7,9	4,5	9,6
	T	0,1	0,1	1,0	2,8	9,1	15	10,2	17,9
60 ans et plus	M	0,2	0,2	1,1	2,4	5,4	9,4	6,7	12,0
	F	0,1	0,1	0,2	0,7	1,4	2,6	1,7	3,4
	T	0,1	0,1	0,6	1,5	3,3	5,7	4,1	7,3
Ensemble	M	0,1	0,1	8,8	14,4	22,5	28,6	31,4	43,0
	F	0,1	0,1	4,5	10,3	10,5	15,5	15,0	25,8
	T	0,1	0,1	6,6	12,2	16,2	21,8	22,9	34,1

Source : RGPH2 (1992) et RGPH3 (2002)